

ACCORD DU 17 JANVIER 2008
INSTITUANT LES PLANS D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES

NOR : ASET0850434M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

Le syndicat national des cadres, employés, techniciens, agents de maîtrise et assimilés des industries du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes et connexes CFE-CGC ;

La fédération générale du bâtiment et des travaux publics et des activités connexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet la mise en place(1) d'un dispositif d'épargne salariale propre au BTP et à cet effet de définir les conditions d'application des articles L. 443-1 et suivants du code du travail, titre IV, livre IV, au personnel des entreprises du bâtiment et des travaux publics visées à l'article 1^{er} ci-dessous.

Il est destiné à favoriser, conformément à la loi susvisée, la formation d'une épargne nouvelle permettant aux bénéficiaires, visés à l'article 2 ci-dessous, des entreprises du bâtiment et des travaux publics de participer à la constitution d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières avec l'aide de leur entreprise.

Chacun des plans d'épargne, dont le présent accord constitue notamment les dispositions générales, fait l'objet d'un accord distinct précisant ses conditions particulières d'application.

(1) Ce texte constitue un renouvellement de l'accord initialement conclu le 20 janvier 2003.

Champ d'application

Article 1^{er}

Entreprises

Sont comprises dans le champ d'application du présent accord les entreprises ou organismes, ainsi que leurs filiales, dont l'activité principale exercée sur le territoire national français, y compris les départements d'outre-mer, est visée à l'annexe I au présent accord.

Article 2

Bénéficiaires

Tous les salariés des entreprises ou organismes visés à l'article 1^{er} ci-dessus, ayant au moins 3 mois d'ancienneté peuvent adhérer aux plans prévus par le présent accord par l'intermédiaire de leur entreprise si celle-ci y a adhéré. Les salariés qui n'ont pas accès à un plan d'épargne d'entreprise, de groupe ou interentreprises prévoyant des dispositions spécifiques en matière d'épargne salariale peuvent adhérer directement aux plans prévus par le présent accord.

Pour la détermination de cette ancienneté sont prises en compte les périodes de travail acquises au titre de l'exercice ainsi que celles acquises au titre des 12 mois précédents.

Peuvent également adhérer le cas échéant aux plans prévus par le présent accord, selon les conditions spécifiques qui s'y rapportent, les anciens bénéficiaires de ces mêmes entreprises ou organismes ainsi que les dirigeants visés à l'article L. 443-1, alinéa 3, du code du travail.

Modalités d'adhésion

Article 3

Adhésion des entreprises

L'entreprise qui souhaite adhérer :

- transmet à la société de gestion un bulletin d'adhésion ;
- informe par courrier la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de son adhésion ;
- informe les représentants du personnel, s'ils existent, et l'ensemble du personnel.

Article 4

Adhésion des bénéficiaires

L'adhésion du bénéficiaire est réalisée selon les modalités prévues par son entreprise si celle-ci adhère au présent accord.

Dans le cas contraire, l'adhésion du bénéficiaire s'effectue selon les modalités prévues dans le document fourni par la société de gestion.

Mise en œuvre

Article 5

Mise en œuvre

La société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics, GESTIONBTP, dont le siège social est 7, rue du Regard, Paris (6^e), est chargée de la mise en œuvre du présent accord.

Gestion financière

Article 6

Fonds commun de placement multi-entreprises

Les sommes recueillies sont immédiatement versées sur le compte du dépositaire et intégralement investies en parts de fonds communs de placement d'entreprise définis ci-après, au choix des bénéficiaires :

- BTP épargne Monétaire : investissement à 100 % en instruments monétaires ;
- BTP épargne Obligataire : investissement à 100 % en instruments de taux ;
- BTP épargne Actions : investissement en actions de 75 % à 100 % des actifs ;
- BTP épargne Prudent : investissement en actions de 0 % à 20 % des actifs et en instruments de taux de 80 % à 100 % des actifs ;
- BTP épargne Equilibre : investissement en actions de 20 % à 50 % des actifs et en instruments de taux de 50 % à 80 % des actifs ;
- BTP épargne Dynamique : investissement en actions de 50 % à 70 % des actifs et en instruments de taux de 30 % à 50 % des actifs ;
- BTP épargne et solidarité : investissement de 98 % à 100 % en actions de la SICAV « Choix solidaire » gérée par ECOFI Investissements et de 0 % à 2 % en trésorerie ;
- BTP Horizon : FCPE proposé à la souscription sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle.

Gestion pilotée adaptée à la date envisagée de départ à la retraite de chaque bénéficiaire, avec diminution du risque action l'échéance se rapprochant.

FCPE composé de plusieurs compartiments à allocation d'actif évolutive :

Chaque compartiment correspond à un horizon de placement spécifique : à l'horizon le plus éloigné correspond la part actions la plus importante, qui a vocation à être progressivement réduite, en fonction des conditions de marché et de la durée restant à courir jusqu'à la date d'horizon fixée par le compartiment. Elle sera remplacée par des produits de taux (obligations et monétaire) en vue d'obtenir un actif totalement investi en monétaire à l'horizon fixé par chaque compartiment.

Sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle et des conditions de marché, un nouveau compartiment sera régulièrement créé afin de proposer, en permanence, dans cette gamme, un horizon de placement de 18 ans.

Les FCPE BTP épargne Monétaire, BTP épargne Obligataire, BTP épargne Actions, BTP épargne Prudent, BTP épargne Equilibre, BTP épargne Dynamique, BTP épargne et solidarité et BTP Horizon constituent la gamme « BTP Epargne ».

FIBTP millésimé : gestion pilotée sur 5 ans, avec diminution du risque action l'échéance se rapprochant.

Investissement allant de 25 % maximum en actions la 1^{re} année de placement à 10 % maximum la 5^e année.

Sous réserve de l'agrément des autorités de tutelle et des conditions de marché, un nouveau fonds sera créé chaque année afin de proposer, en permanence, dans cette gamme, un FCPE offrant un horizon de placement de 5 ans ;

FIBTP long terme : investissement de 0 % à 10 % maximum en actions.

Ce fonds a vocation à recueillir, 1 an après l'expiration du délai d'indisponibilité de 5 ans, les avoirs investis en parts de FIBTP millésimés des salariés qui n'en ont pas demandé le remboursement ni le transfert dans un ou plusieurs fonds communs.

Les FCPE FIBTP millésimés et FIBTP long terme constituent la gamme FIBTP.

La notice d'information des fonds communs de placement d'entreprise susvisés figure en annexe II du présent accord.

Le bulletin individuel de souscription établi à chaque versement au nom du bénéficiaire fait apparaître le nom du ou des fonds choisis. A défaut de choix exprimé par le salarié, les fonds seront investis en parts du FCPE BTP épargne Prudent.

Les parts ou fractions de parts acquises de ce fait par chaque adhérent sont portées au crédit d'un compte individuel en parts.

L'investissement est effectué au prix de souscription de la part, dans les conditions prévues dans le règlement du fonds commun de placement d'entreprise.

Droits d'entrée

Les droits d'entrée perçus à la souscription dans le(s) fonds commun(s) de placement d'entreprise choisi(s) sont pris en charge, au choix de l'entreprise adhérente, par le bénéficiaire ou l'entreprise.

Dans le cas où l'entreprise n'adhère pas à l'accord du 17 janvier 2008, les droits d'entrée perçus à la souscription dans le(s) fonds commun(s) de placement d'entreprise choisi(s) sont pris en charge par le bénéficiaire.

Réinvestissement des revenus

Les revenus et produits procurés par les sommes placées dans le cadre des plans institués au titre du présent accord sont réinvestis dans ces mêmes plans et, de ce fait, exonérés d'impôt sur le revenu.

Changement de FCPE

Une fois par an, chaque bénéficiaire peut demander le changement de placement de tout ou partie de son épargne vers un autre des FCPE mentionnés ci-dessus. Cette opération s'effectue à ses frais (tels qu'ils figurent dans la notice d'information en cours de validité du fonds concerné) ; elle est formulée à l'initiative des bénéficiaires à l'aide d'un document d'arbitrage.

Article 7

Conseil de surveillance

Paragraphe 1

Conseil de surveillance des FCPE de la gamme BTP Epargne

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement d'entreprise de la gamme BTP Epargne composé de 20 membres est institué. Il est composé à parité de 10 représentants des salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise, désignés par les fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérentes au présent accord, et de 10 représentants des entreprises adhérentes, désignés par les organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance paritaire délibère valablement lorsque 6 membres au moins sont présents ou représentés dans chaque collège. Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants de salariés. Son mandat arrive à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Il est alors remplacé par un nouveau représentant des salariés. En cas d'absence ou d'empêchement du président, son remplacement est assuré par un représentant du collège des salariés. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante. Les procès-verbaux des réunions, datés et signés par le président, sont adressés à l'ensemble des membres avec indication pour chaque résolution des voix favorables et défavorables.

En cas d'empêchement, un membre peut se faire représenter par un autre membre du même collège.

Un membre ne peut recevoir plus d'une délégation de pouvoir. Cette dernière est consentie pour une seule réunion.

Le conseil se réunit au moins 2 fois par an.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;
- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices,

chaque représentant des salariés porteurs de parts dispose de 2 voix.

Le conseil de surveillance est chargé notamment des orientations en matière de placement, du contrôle et du suivi de la gestion financière, administrative et comptable des FCPE. Il décide des fusions, scissions ou liquidations.

tions de ces derniers et peut agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits ou intérêts des porteurs. Il veille au respect de l'ensemble des dispositions prévues dans le présent accord.

Le conseil examine le rapport annuel de gestion. Il entend chaque fois qu'il le juge utile l'organisme gestionnaire et la mission expert pour arrêter les grandes orientations en matière de placements. Dans ce cadre, après consultation de la mission expert, le conseil de surveillance examine les éventuelles opportunités de placement permettant un retour vers la profession.

Il peut à tout moment missionner la mission expert prévue à l'article 11.

Il adopte un rapport annuel.

Le conseil exerce les droits de vote attachés aux actions détenues par le fonds. Il désigne un de ses membres pour le représenter, dans les conditions arrêtées en conseil de surveillance. Il se prononce sur les grandes orientations en matière de vote pour les parts de fonds en actions détenues, suite au rapport du gestionnaire de fonds.

En outre, le conseil de surveillance, dans un souci de gestion socialement responsable et tout en prenant en compte l'intérêt des porteurs de parts ainsi que les contraintes de marché et techniques, peut décider le retrait ou l'interdiction d'un investissement sur la base d'un dossier documenté et motivé.

Chaque membre du conseil de surveillance peut bénéficier d'une formation spécifique dans le cadre, en ce qui concerne les représentants des salariés porteurs de parts, du congé de formation économique, sociale et syndicale visé à l'article L. 451-1 du code du travail.

Paragraphe 2

Conseil de surveillance des FCPE de la gamme FIBTP

Un conseil de surveillance commun des fonds communs de placement multi-entreprises FIBTP millésimés et FIBTP long terme comprenant 10 membres est institué. Il est composé pour moitié de salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement multi-entreprises choisis par les fédérations syndicales professionnelles de salariés (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, CGT-FO) signataires de la convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP et pour moitié de représentants des entreprises adhérentes, désignés à raison de 2 représentants chacun par la FFB et la FNTP et d'un cinquième appartenant à une entreprise mixte désigné d'un commun accord entre les 2 fédérations. Chaque fonds commun a au moins un porteur de parts au sein du conseil de surveillance commun.

Le président du conseil de surveillance est élu pour 2 ans parmi les représentants des salariés porteurs de parts, son mandat arrivant à expiration à l'issue du conseil de surveillance qui approuve le rapport annuel de gestion. Le vice-président est élu pour la même durée parmi les représentants des employeurs. En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le conseil de surveillance se réunit au moins une fois par an pour examiner le rapport annuel de gestion des fonds communs de placement multi-entreprises et le rapport sur la gestion administrative. Il détermine les conditions dans lesquelles est assurée l'information des salariés. Il exerce les

droits de vote attachés aux titres inscrits à l'actif des fonds communs et, à cet effet, désigne un ou plusieurs mandataires aux assemblées générales des sociétés émettrices. Il décide de toute modification des règlements des fonds communs, des transformation, fusion, scission et liquidation des fonds communs. Il se prononce sur les grandes orientations en matière de vote pour les parts de fonds en actions détenues, suite au rapport du gestionnaire de fonds.

Les délibérations du conseil de surveillance sont prises à la majorité des voix, chaque membre du conseil, présent ou représenté, disposant d'une voix. Toutefois, pour les décisions portant directement sur :

- la définition et le changement d'orientation des fonds ;
- l'action en justice pour défendre et faire valoir les droits ou intérêts des porteurs de parts ;
- le retrait ou l'interdiction d'une valeur mobilière pour raison éthique motivée ;
- la qualité de l'information aux porteurs de parts ;
- la désignation des mandataires représentant le fonds aux assemblées générales des sociétés émettrices, chaque membre représentant des porteurs de parts, présent ou ayant donné pouvoir de le représenter, dispose de 2 voix.

Il suit la gestion des droits des salariés en période de blocage, de maintien volontaire et en situation de déshérence.

Article 8

Gestion des FCPE

La gestion financière et comptable des FCPE est confiée, conformément aux règlements des fonds, à la société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics, GESTIONBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

GESTIONBTP peut déléguer la gestion financière de ces fonds à PRO BTP Finance et à SMA Gestion, à raison respectivement de 65 % et 35 % des sommes recueillies.

Article 9

Teneur de comptes conservateur de parts. – Tenue des registres

Le teneur de compte conservateur de parts est REGARDBTP, 7, rue du Regard, 75006 Paris.

Il demandera à BTP-Prévoyance, teneur de registre, de mettre à sa disposition les moyens techniques et humains nécessaires pour assurer la tenue des registres.

Les frais correspondants sont à la charge de l'entreprise, sauf cas particuliers prévus dans les accords portant règlement des plans institués au titre du présent accord.

Article 10

Dépositaire

Le dépositaire des avoirs des FCPE prévus ci-dessus est BNP Paribas Securities services, 66, rue de la Victoire, 75009 Paris.

Article 11

Pilotage, gestion et contrôle

Le contrôle et les grandes orientations en matière de placement des FCPE créés au titre de l'accord sont assurés par le conseil de surveillance des FCPE.

La gestion financière, administrative et comptable des FCPE est assurée sous la responsabilité du conseil d'administration paritaire de la société de gestion GESTIONBTP.

De plus, les contrôles contractuels sont exercés complémentirement :

- par le dépositaire des FCPE ;
- par les contrôleurs légaux des comptes des FCPE.

En outre, afin d'aider les partenaires sociaux dans la conduite financière de l'épargne salariale, une mission expert, composée de 2 personnalités choisies par les partenaires sociaux sur proposition du conseil de surveillance, est constituée.

Elle est chargée, à la demande du conseil de surveillance :

- d'apporter un avis sur la gamme des FCPE proposée, son application et son évolution ;
- d'effectuer tout contrôle sur la mise en œuvre de la politique financière ;
- d'analyser les différents rapports de gestion ;
- d'entreprendre toute étude ou enquête auprès de GESTIONBTP et des gestionnaires des fonds utilisés permettant d'éclairer le conseil de surveillance sur la qualité des prestations apportées par ces entités au dispositif.

Ces avis et études feront l'objet de présentations au conseil de surveillance qui validera et transmettra au conseil d'administration de GESTIONBTP.

Information des bénéficiaires

Article 12

Obligation de l'entreprise

L'entreprise s'engage à exécuter pour le compte des bénéficiaires toutes les obligations qui lui sont imparties du fait du présent accord et à servir d'intermédiaire entre eux et GESTIONBTP et le teneur de compte conservateur de parts désigné ci-dessus, notamment en ce qui concerne les souscriptions ou toute information utile sur la situation des bénéficiaires.

Article 13

Information collective

Le personnel est informé de l'établissement du présent accord par voie d'affichage.

L'entreprise reçoit au plus tard le 30 juin de chaque année les rapports annuels de gestion et les inventaires des FCPE arrêtés au 31 décembre de l'exercice précédent, établis par GESTIONBTP et approuvés par le conseil de surveillance des FCPE.

Article 14

Information individuelle

Après chaque souscription et au minimum une fois par an, les bénéficiaires reçoivent un récapitulatif de leurs avoirs investis dans les plans.

Les règlements des fonds communs de placement d'entreprise, le présent accord ainsi que les accords portant règlement des plans qui s'y rapportent sont disponibles auprès de leur employeur.

Une synthèse du rapport annuel établi par GESTIONBTP est disponible chaque année sur internet.

Le rapport annuel de gestion complet ainsi que les inventaires des portefeuilles au 31 décembre de l'exercice précédent sont tenus à la disposition des porteurs par leur employeur.

Toutefois, lorsque l'entreprise n'adhère pas aux plans institués par le présent accord, les bénéficiaires peuvent obtenir ce document directement auprès de GESTIONBTP. Cette possibilité est mentionnée dans la documentation d'information qui leur est remise lors de leur première souscription.

Article 15

Cas du départ du bénéficiaire

L'entreprise informe la société de gestion du départ d'un de ses bénéficiaires. Il lui est remis un état récapitulatif de ses droits ainsi qu'un livret d'épargne salariale s'il n'en a pas déjà un.

L'entreprise s'engage à prendre note de l'adresse à laquelle devront être envoyés les sommes ou avis relatifs à ses droits et la communique à REGARDBTP. En cas de changement d'adresse, le bénéficiaire doit en aviser le teneur de compte.

Lorsque le bénéficiaire ne peut être joint à la dernière adresse indiquée par lui, les avoirs auxquels il peut prétendre sont conservés dans les fonds communs de placement par l'organisme gestionnaire qui procède à leur liquidation à l'expiration du délai de prescription (30 ans), et verse le montant ainsi obtenu au Trésor public.

Dès qu'il est informé du décès d'un bénéficiaire, l'organisme gestionnaire contacte et informe le ou les ayants droit désignés par celui-ci lors de la souscription.

Dispositions diverses

Article 16

Suivi de l'accord

Les parties signataires conviennent de se réunir afin d'examiner les évolutions de comportement des entreprises et des salariés en matière d'épargne salariale. A ce titre, GESTIONBTP mettra à leur disposition toutes les données nécessaires à cette analyse.

Article 17

Dépôt et extension de l'accord

Le présent accord est déposé à la direction générale du travail.

Les parties signataires demanderont son extension dans les conditions prévues aux articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Article 18

Litiges

Toutes contestations relatives au présent accord qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Article 19

Entrée en vigueur et durée

L'entrée en vigueur du présent accord est fixée au 1^{er} février 2008, pour une durée de 5 ans, sous réserve de l'agrément de l'Autorité des marchés financiers portant sur le règlement des fonds communs de placement.

(Suivent les signatures.)

Nota. – Les annexes I et II au présent accord, non reproduites dans la présente édition sont consultables sur le site : journal-officiel.gouv.fr rubrique BO conventions collectives.

ANNEXE I

CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD CADRE

DU 17 JANVIER 2008

Instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics

Activités visées :

A– BATIMENT (selon la Nomenclature INSEE. NAP-1973 – décret n°73-1306 du 9 novembre 1973)

2106 CONSTRUCTION METALLIQUE

Sont uniquement visés les ateliers de production et montage d'ossatures métalliques pour le Bâtiment (x).

2403 FABRICATION ET INSTALLATION DE MATERIEL AERAIQUE THERMIQUE ET FRIGORIFIQUE

Sont visées :

- les entreprises de fabrication et d'installation d'appareils de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (x).

5510 TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE TERRES ET DES EAUX, VOIRIE, PARCS ET JARDINS

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'aménagement des terres et des eaux, de V.R.D, de voirie et dans les parcs et jardins.

5512 TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE GENERALE

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'infrastructure générale.

5520 ENTREPRISES DE FORAGES, SONDAGES, FONDATIONS SPECIALES

Sont visées dans cette rubrique :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des forages, sondages ou des fondations spéciales, ainsi que :

- les entreprises de maçonnerie, de plâtrerie, de travaux en ciment, béton, béton armé pour le Bâtiment ;

- les entreprises de terrassement et de démolition pour le Bâtiment ;

- les entreprises de terrassement et de maçonnerie pour le Bâtiment, fondations par puits et consolidation pour le Bâtiment.

5530 CONSTRUCTION D'OSSATURES AUTRES QUE METALLIQUES

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé utilisé une technicité particulière (par exemple, charpentes d'immeubles de 10 étages et plus).

5531 INSTALLATION INDUSTRIELLES, MONTAGE-LEVAGE

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant des travaux d'installations industrielles ou de montage-levage, ainsi que :
- les entreprises de constructions et d'entretiens de fours industriels et de boulangerie en maçonnerie et en matériaux réfractaires de tous types ;
- les entreprises de construction de cheminées d'usine.

5540 INSTALLATION ELECTRIQUE

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radio-électrique et de l'électronique, sont visées :

- les entreprises spécialisées dans l'équipement électrique des usines et autres établissements industriels (à l'exception de celles qui, à la date de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, appliquaient un autre accord collectif ayant le même objet).
- pour partie, les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises de plomberie, chauffage et électricité ;
- les entreprises d'installations d'électricité dans les locaux d'habitation, magasins, bureaux, bâtiments industriels et autres bâtiments ;
- les entreprises de pose d'enseignes lumineuses.

5550 CONSTRUCTION INDUSTRIALISEE

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment réalisant des constructions industrialisées ; les entreprises de fabrication et pose de maisons métalliques (x).

5560 MACONNERIE ET TRAVAUX COURANTS DE BETON ARME

Sont visées :

- pour partie, les entreprises générales de Bâtiment ; les entreprises de Bâtiment effectuant de la maçonnerie et des travaux courants de terrassement, de fondation et de démolition.

5570 GENIE CLIMATIQUE

Sont visées :

- les entreprises de couverture-plomberie et chauffage ;
- les entreprises d'installations de chauffage et d'électricité ;
- les entreprises de fumisterie de Bâtiment, ramonage, installations de chauffage et de production d'eau chaude ;
- les entreprises d'installations de chauffage central, de ventilation, de climatisation ou d'isolation thermique, phonique et antivibratile.

5571 MENUISERIE - SERRURERIE

A l'exclusion des entreprises de fermetures métalliques dont l'activité se limite à la fabrication, sont notamment visées :

- les entreprises de charpente en bois ;
- les entreprises d'installation de cuisine ;
- les entreprises d'aménagements de placards ;
- les entreprises de fabrication et pose de parquets (à l'exception des parquets mosaïques) ;
- les entreprises de menuiserie du Bâtiment (menuiserie bois, métallique intérieure, extérieure, y compris les murs-rideaux) (pose associée ou non à la fabrication) ;
- les entreprises de charpente et de maçonnerie associées ;
- les entreprises de serrurerie intérieure et extérieure du Bâtiment (fabrication, pose et réparation) (x) ;
- les entreprises de pose de petite charpente en fer pour le Bâtiment ;
- les entreprises de pose de clôtures ;
- les entreprises de ferronnerie pour le Bâtiment (fabrication et pose associées) (x) (balcons, rampes d'escalier, grilles...) ;
- les entreprises de fourniture d'armatures métalliques préparées pour le béton armé (x).

5572 COUVERTURE - PLOMBERIE, INSTALLATIONS SANITAIRES

Sont visées :

- les entreprises de couverture - plomberie (avec ou sans installation de chauffage) ;
- les entreprises de couverture en tous matériaux ;
- les entreprises de plomberie - installation sanitaire ;
- les entreprises d'étanchéité.

5573 AMENAGEMENTS - FINITIONS

Sont notamment visées :

- les entreprises de construction et d'installation de stands pour les foires et expositions ;
- les entreprises de fabrication de maquettes et plans en relief ;
- les entreprises de plâtrerie, staff, cloisons en plâtre, plafonnage, plafonds en plâtre ;
- les entreprises de fabrication à façon et pose de menuiserie du Bâtiment ;
- les entreprises de peinture de Bâtiment, décoration ;
- les entreprises d'installations diverses dans les immeubles (notamment pose de linoléums et autres revêtements plastiques...) ; pour les entreprises de pose de vitres, de glaces, de vitrines (x) ;
- les entreprises de peinture, plâtre, vitrerie (associés) ;
- les entreprises d'installations et d'aménagement des locaux commerciaux (magasins, boutiques, devantures, bars, cafés, restaurants, vitrines...) ; cependant pour l'installation et l'aménagement des locaux commerciaux à base métallique (x) ;
- les entreprises de pose de paratonnerre (à l'exception de la fabrication) ;
- les entreprises de travaux d'aménagements spéciaux (installations de laboratoires, revêtements de sols et des murs en tous matériaux, calfeutrements métalliques, couvre-marches), à l'exclusion de la fabrication et de l'installation de matériel de laboratoire.

8708 SERVICES DE NETTOYAGE

Sont visées :

- pour partie, les entreprises de ramonage.

(X) CLAUSE D'ATTRIBUTION

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présente clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise... (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.
2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20 et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des Organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

CAS DES ENTREPRISES MIXTES BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte Bâtiment et Travaux Publics celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités Bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités Travaux Publics, telles qu'elles sont définies par la Nomenclature I.N.S.E.E. N.A.P – 1973 (décret n°73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes Bâtiment et Travaux Publics lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Bâtiment, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.
2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Bâtiment se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes Bâtiment et Travaux Publics peuvent opter, après accord des représentants du personnel, entre l'application du présent accord et l'application de l'accord Travaux Publics.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Bâtiment représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.
4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

CAS DES ENTREPRISES DE MENUISERIE METALLIQUE OU DE MENUISERIE ET FERMETURES METALLIQUES

Est également incluse dans le champ d'application l'activité suivante, classée dans le groupe ci-dessous :

2107 - Menuiserie Métallique de Bâtiment.

Toutefois, l'extension du présent accord ne sera pas demandée pour cette activité.

Il en sera de même pour la fabrication et la pose associées de Menuiserie et de Fermetures Métalliques classées dans le groupe 5571.

B - TRAVAUX PUBLICS (selon la Nomenclature INSEE. NAP-1973 - décret n°73-1306 du 9 novembre 1973).

55.10 TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DES EAUX, VOIRIE, PARCS ET JARDINS

Sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux d'aménagement des terres et des eaux, voirie, parcs et jardins notamment :

- exécution de travaux de voirie en zone urbaine ou rurale :
 - . voirie urbaine
 - . petits travaux de voirie :
 - VRD, chaussées pavées, bordures
 - signalisation
 - . aménagements d'espaces verts :
 - plantations ornementales (pelouses, abords de routes...)
 - terrains de sports
 - . aménagement de terrains de culture - remise en état du sol :
 - drainage, irrigation
 - captage par puits ou autre
 - curage de fossés
- exécution d'installations d'hygiène publique :
 - . réseaux d'adduction et de distribution d'eau et de fluides divers par canalisations sous pression
 - . réseaux d'évacuation des eaux usées et pluviales, égouts
 - . stations de pompage
 - . stations d'épuration et de traitement des eaux usées
 - . abattoirs
 - . stations de traitement des ordures ménagères.

55.11 CONSTRUCTION DE LIGNES DE TRANSPORT D'ELECTRICITE

Sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux de construction de lignes de transport d'électricité, y compris les travaux d'installation et montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes qui y sont liés (x) :

- construction de lignes de très haute tension
- construction de réseaux haute et basse tension
- éclairage rural
- lignes aériennes de traction électrique et caténaires
- canalisations électriques autres qu'aériennes
- construction de lignes pour courants faibles (télécommunications et centraux téléphoniques)
- lignes de distribution
- signalisation, éclairage public, techniques de protection
- chauffage de routes ou de pistes
- grands postes de transformation
- centrales et installations industrielles de haute technicité.

55.12 TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE GENERALE

Sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux d'infrastructure générale demandant le plus souvent une modification importante du sol ou destinés aux grandes communications notamment :

- terrassement en grande masse
- démolition ou abattage par procédés mécaniques, par explosif ou par fusion thermique...
- construction et entretien de voies ferrées et de leurs structures annexes
- travaux en site maritime ou fluvial :
 - . dragage et déroctage
 - . battage de pieux et palplanches
 - . travaux subaquatiques...
- mise en place, au moyen d'engins flottants, d'éléments préfabriqués, en immersion ou en élévation
- travaux souterrains
- travaux de pose de canalisations à grande distance pour distribution de fluide, liquide, gazeux et de réseaux de canalisations industrielles.

55.13 CONSTRUCTION DE CHAUSSEES

Sont visées :

les entreprises effectuant des travaux de construction des chaussées de routes de liaison, de pistes d'aérodromes et de voies de circulation ou de stationnement assimilables à des routes dans les ensembles industriels ou commerciaux, publics ou privés, ainsi que les plate-formes spéciales pour terrains de sports :

- terrassement sous chaussée
- construction des corps de chaussée
- couche de surface (en enrobés avec mise en oeuvre seule ou fabrication et mise en oeuvre, asphaltes coulés, enduits superficiels...)
- mise en oeuvre de revêtement en béton de ciment
- rabotage, rectification et reprofilage
- travaux annexes (signalisation horizontale, barrières de sécurité...).

55.20 ENTREPRISES DE FORAGES, SONDAGES, FONDATIONS SPECIALES

Sont visées :

les entreprises effectuant des travaux de :

- fondation et consolidation des sols par ouvrages interposés : pieux, puits, palplanches, caissons...
- traitement des sols :
 - . injection, congélation, parois moulées
 - . rabattement de nappe, béton immergé...
- reconnaissance des sols : forages et sondages de toute nature et par tout procédé (y compris forages pétroliers).

55.30 CONSTRUCTION D'OSSATURES AUTRES QUE METALLIQUES

Sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux de construction d'ossatures autres que métalliques, notamment en béton armé ou précontraint, demandant du fait de leurs dimensions ou du procédé une technicité particulière, par exemple :

- barrages
- ponts, ouvrages de croisement à plusieurs niveaux
- génie civil de centrales de toute nature productrices d'énergie
- génie civil d'unités pour la sidérurgie, la chimie...
- silos, réfrigérants hyperboliques, cheminées en béton
- réservoirs, cuves, châteaux d'eau
- coupôles, voiles minces
- piscines, bassins divers
- étanchéité...

55.31 INSTALLATIONS INDUSTRIELLES - MONTAGE - LEVAGE

Sont visées :

pour partie, les entreprises de Travaux Publics et de Génie Civil qui effectuent des travaux d'installation, de montage ou de levage d'ouvrages de toute nature, notamment métallique, exécutés en site terrestre, fluvial ou maritime, par exemple :

- ponts fixes ou mobiles
- vannes de barrage
- portes d'écluses, élévateurs et ascenseurs à bateaux
- ossatures de charpentes industrielles, de centrales thermiques ou nucléaires,
- ossatures de halls industriels
- installations pour la sidérurgie
- pylônes, téléphériques
- éléments d'ouvrages préfabriqués.

55.40 INSTALLATION ELECTRIQUE

A l'exception des entreprises d'installation électrique dans les établissements industriels, de recherche radioélectrique et de l'électronique, sont visées :

les entreprises qui effectuent des travaux (x) :

- d'éclairage extérieur, de balisage
- d'installation et de montage de postes de transformation, d'armoires de distribution et de groupes électrogènes (non liés à la construction de lignes de transport d'électricité),
- et pour partie, d'installations industrielles de technique similaire (à l'exception de celles qui, à la date de l'arrêté d'extension, appliquaient une autre Convention Collective que celles des Travaux Publics).

55.50 CONSTRUCTION INDUSTRIALISEE

Sont visées :

pour partie, les entreprises de Travaux Publics et de Génie Civil réalisant des ouvrages ou partie d'ouvrages par assemblage d'éléments préfabriqués métalliques ou en béton, par exemple :

- poutres de pont
- voussoirs pour tunnel...

55.60 MACONNERIE ET TRAVAUX COURANTS DE BETON ARME

Sont visées :

pour partie, les entreprises exerçant des activités de Génie Civil non classées dans les groupes précédents et les entreprises de Travaux Publics effectuant de la maçonnerie, de la démolition et des travaux courants de béton armé, de terrassement et de fondation.

55.70 GENIE CLIMATIQUE

Sont visées :

pour partie, les entreprises de Travaux Publics et de Génie Civil effectuant des travaux d'application thermique et frigorifique de l'électricité (x).

(X) CLAUSE D'ATTRIBUTION

Les activités économiques pour lesquelles a été prévue la présence clause d'attribution seront soumises aux règles suivantes :

1. Le présent accord sera appliqué lorsque le personnel concourant à la pose - y compris le personnel des bureaux d'études, les techniciens, la maîtrise (le personnel administratif et le personnel dont l'activité est mal délimitée restant en dehors du calcul) - représente au moins 80 % de l'activité de l'entreprise caractérisée par les effectifs respectifs.
2. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus se situe entre 20% et 80 %, les entreprises peuvent opter entre l'application du présent accord et l'application de l'accord correspondant à leurs autres activités, après accord avec les représentants des organisations signataires du présent accord ou, à défaut, des représentants du personnel.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai d'un mois à compter soit de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel concourant à la pose au sens ci-dessus représente moins de 20 %, le présent accord n'est pas applicable.

Toutefois, les entreprises visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer l'accord qu'elles appliquaient à la date de publication de l'arrêté portant extension du présent accord.

CAS DES ENTREPRISES MIXTES DE TRAVAUX PUBLICS

Pour l'application du présent accord, est considérée comme entreprise mixte Travaux Publics et Bâtiment, celle dont les activités sont partagées entre, d'une part, une ou plusieurs activités Travaux Publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe, et, d'autre part, une ou plusieurs activités Bâtiment telles qu'elles sont définies par la Nomenclature INSEE NAP – 1973 (décret n°73-1306 du 9 novembre 1973).

1. Le présent accord sera appliqué par les entreprises mixtes Travaux Publics et Bâtiment lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Travaux Publics, telles qu'elles sont énumérées dans la présente annexe représente au moins 60 % de l'ensemble du personnel de l'entreprise.
2. Lorsque le personnel effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Travaux Publics se situe entre 40 et 60 % de l'ensemble du personnel, les entreprises mixtes Travaux Publics et Bâtiment peuvent opter, après accord des représentants du personnel, pour l'application du présent accord.

Cette option sera portée à la connaissance du personnel dans un délai de trois mois à compter, soit, de la publication de l'arrêté portant extension du présent accord, soit, pour les entreprises créées, postérieurement, de la date de leur création.

3. Lorsque le personnel d'une entreprise mixte effectuant des travaux correspondant à une ou plusieurs activités Travaux Publics représente moins de 40 % de l'ensemble du personnel, le présent accord n'est pas applicable.
4. Les entreprises mixtes visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus pourront continuer d'appliquer la convention collective qu'elles appliquaient à la date du présent accord.

C – ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET SYNDICALES DU BTP (selon la Nomenclature INSEE. NAF-1993)

91.1A ORGANISATIONS PATRONALES ET CONSULAIRES

91.1C ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

91.2Z SYNDICATS DE SALAIRES

lorsque leur activité s'exerce dans le cadre ou en direction de tout ou partie du champ défini en A et B ci-dessus.

D – ADMINISTRATION DES ENTREPRISES (selon la Nomenclature INSEE. NAF-1993)

74-1J ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Dans cette classe, sont visés :

- les sièges sociaux et autres établissements chargés de l'administration des entreprises visées par le présent accord ;
- les groupements d'employeurs et les GIE composés en majorité d'entreprises visées par le présent accord ;
- les sociétés détenant des participations dans des entreprises visées par le présent accord, pour un montant supérieur à la moitié de la valeur de leur portefeuille, tels qu'ils figurent au poste « immobilisations » du bilan arrêté à la fin du dernier exercice clos (sociétés mères et holdings).

E – SERVICES INTERENTREPRISES DE SANTE AU TRAVAIL DU BTP (selon la nomenclature INSEE. NAF-1993 : 85.1 C)

F – AUTRES ENTREPRISES VISEES PAR L'ACCORD

- Bureau de Normalisation des Techniques et Equipements de la Construction du Bâtiment (BNTEC – ASSOCIATION)
9 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16
- Institut Technique de la Fédération Française du Bâtiment (IT-FFB)
9 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16
- Sociétés d'Edition du Bâtiment et des Travaux Publics (S.E.B.T.P.)
6-14 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16
- Société Européenne de Communication et de Gestion (SECOGEST)
9 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16
- Société Immobilière du Domaine de Saint-Paul
9 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16
- OPCA-BATIMENT
6-14 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16
- GFC-BTP
6 rue de Beaubourg
75194 PARIS CEDEX 04
et les Associations Régionales Paritaires de formation continue (AREF-BTP)
- CCCA-BTP
19 rue du Père Corentin
75680 PARIS CEDEX 14
et les Associations Gestionnaires Paritaires des CFA du BTP
- A2 C
6-14 rue La Pérouse
75784 PARIS CEDEX 16

- Association Foncière Logement
3 rue de l'Armée
75014 PARIS
- SAS Foncière Logement
3 rue de l'Armée
75014 PARIS
- Centre de Gestion National du Bâtiment et des Travaux Publics Agréé et Habilité
(CGA - BTP)
33 avenue Kléber
75784 PARIS CEDEX 16
- Fédération Française des Artisans Coopérateurs du Bâtiment (FFACB)
11 rue Vaudétard
92130 ISSY LES MOULINEAUX
- Association Paritaire Nationale pour le Développement de la politique contractuelle
dans les Entreprises Artisanales du Bâtiment (APNAB)
46 avenue d'Ivry, BP 353
75625 PARIS CEDEX 13
- Association Nationale de formation pour l'artisanat du Bâtiment (ANFAB)
46 avenue d'Ivry, BP 353
75625 PARIS CEDEX 13
- Fonds d'assurance de formation des salariés de l'artisanat du bâtiment et des
travaux publics (FAFSAB)
8 rue du Regard
75280 PARIS CEDEX 06
- Centre de l'Industrie Française des Travaux Publics (CIFTTP)
3 rue de Berri
75008 PARIS
- L'Immobilière des Travaux Publics
3 rue de Berri
75008 PARIS
- Organisme Paritaire Collecteur Agréé Travaux Publics (OPCA TP)
10 rue Washington
75008 PARIS
- Syndicat des Entrepreneurs Français Internationaux (SEFI)
10 rue Washington
75008 PARIS
- Association Gestionnaire des Ecoles d'Application aux Métiers des Travaux Publics
(AGEATP)
3 rue de Berri
75008 PARIS
- Association Gestionnaire des Centres de Formation Continue de la Fédération
Nationale des Travaux Publics (AGCFTP)
3 rue de Berri
75008 PARIS
- BTPGESTION
7 rue du Regard
75006 PARIS

- Société de développement et de gestion de l'épargne salariale dans les industries du bâtiment et des travaux publics – GESTIONBTP –
7 rue du Regard
75006 PARIS
- REGARDBTP
7 rue du Regard
75006 PARIS
- Fondation BTP Gestion
7 rue du Regard
75006 PARIS
- BTP SERVICES
9 rue La Pérouse
75784 PARIS cedex 16.

ANNEXE 2

Notices d'information des fonds communs de placement d'entreprises

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne Monétaire
N° code AMF FCE20030032

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne Monétaire est un Fonds multi entreprises, créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne Monétaire est classé dans la catégorie « FCPE Monétaire Euro ».

Ces FCPE sont gérés à l'intérieur d'une fourchette de sensibilité de 0 à 0,5.
L'exposition au risque action est interdite.

Objectif de gestion :

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'EONIA (Euro Overnight Index Average) minorée des frais de gestion et d'assurer ainsi une progression très régulière de la valeur liquidative.

Indicateur de référence :

L'EONIA (Euro Overnight Index Average) : taux moyen des opérations au jour le jour sur le marché interbancaire en euro. Il correspond à la moyenne pondérée des transactions effectuées entre les principales banques de la zone euro. Il est calculé par la Banque Centrale Européenne et publié par la Fédération Bancaire Européenne.

Stratégie d'investissement :

La gestion repose sur la sélection d'OPCVM monétaire de la zone Euro choisies pour la qualité des Etablissements gestionnaires, la régularité et la qualité de leur performance.
Ces parts ou actions d'OPCVM seront conformes à la directive, français ou européens.

Profil de risque :

Votre portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.
L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué.

Risque de taux :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : moins de 3 mois

Composition de l'OPCVM

100% d'instruments monétaires

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêt à court terme pour exposer le portefeuille. Ces contrats peuvent également servir à diminuer l'exposition au risque de taux dans un contexte d'anticipation de hausse des taux.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Monétaire

Obligataire zone européenne

- Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme ;
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% en OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations.
- Zone géographique prépondérante : Zone Europe
- Indicateurs du marché monétaire : EONIA

Fonctionnement du fonds

• La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

• La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

• Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription0,75% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion : 0,60% l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.
- Commission de surperformance :néant
- Commission de mouvement :néant
- Frais de gestion indirects : Les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant de 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, 10 ans pour le PPESVI, date de départ en retraite pour le PERCOI
- disponibilité des parts..... Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes**:
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Agrée en date du 11 avril 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément par l'AMF le 23 juin 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne obligataire
N° code AMF FCE20030061

compartiment :	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
nourricier :	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne obligataire est un Fonds multi entreprises, créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne Obligataire est classé dans la catégorie « FCPE obligations et autres titres de créances libellés en euro ».

Le FCPE est en permanence exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro. L'exposition au risque action, ne doit pas excéder 10% de l'actif net. L'exposition au risque de change ou de marchés autres que ceux de la zone euro doit rester accessoire.

Objectif de gestion :

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'indice de référence, l'EuroMTS 5-7 ans, minorée des frais de gestion est d'assurer ainsi à moyen terme une progression de la valeur liquidative supérieure à celle du marché monétaire.

Indicateur de référence :

L'indice de référence est l'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement :

La gestion de ce FCPE est une gestion active. La stratégie d'investissement est la combinaison de choix en matière de duration du portefeuille, de positionnement sur la courbe des rendements obligataire, et dans une moindre mesure dans la sélection d'obligations émises par des émetteurs privés dont la notation fera partie de la catégorie titres d'investissement, ainsi que par la sélection d'obligations convertibles.

Profil de risque :

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Risque taux d'intérêts :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 1 an

Composition de l'OPCVM

Les obligations privées représenteront au maximum 1/3 de l'encours obligataire du FCPE.

Les obligations convertibles représenteront au maximum 10% de l'encours.

Ces parts ou actions d'OPCVM seront conformes à la directive, français ou européens.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

- Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50% en OPCVM
- Zone géographique prépondérante : Zone Europe

Fonctionnement du fonds

• La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion : 1,20% l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.
- Commission de surperformance : néant
- Commission de mouvement : néant

• Frais de gestion indirects :

Les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds

- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ à la retraite pour le PERCO-BTP.
- disponibilité des parts..... les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €.

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Agrée en date du 11 avril 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément par l'AMF le 23 juin 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne Actions
N° code AMF FCE20030057

compartiment : oui ☐ non ☒

nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne Actions est un Fonds multi entreprises, créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne Actions est classé dans la catégorie « **FCPE actions de pays de la Communauté Européenne** ».

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 60% au moins sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la communauté européenne, dont éventuellement, les marchés de la zone euro.

L'exposition au risque de change, pour des devises autres que celles de la zone euro ou de la communauté européenne, doit rester accessoire.

L'exposition au risque de marché, autres que ceux de la communauté européenne doit rester accessoire.

Objectif de gestion :

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle de l'indice de référence, le Dow Jones Stoxx50.

Indicateur de référence :

L'indice de référence est le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis. Publié par la société Stoxx Ltd. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

Stratégie d'investissement :

La gestion de ce FCPE est une gestion de type actif qui combine deux approches : une première utilisant les fondamentaux macroéconomiques par zone ou par pays (taux de chômage, niveau d'inflation, croissance du PIB, taux d'intérêts), et une seconde se focalisant sur les qualités intrinsèques d'une société et de sa valorisation. De plus le portefeuille sera essentiellement investi sur des valeurs appartenant à l'univers du DJStoxx200 répondant à des critères socialement responsables et ce sur l'ensemble des marchés européens au delà de la zone euro, définis au sein de la Société de Gestion

Profil de risque :

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Risque actions : Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 100% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Les valeurs cotées au Royaume-Uni et en Suisse en monnaie locale sont assujetties à leur parité contre l'Euro et donc susceptibles d'influer sur le comportement de la valeur liquidative du FCPE.

Risque taux d'intérêts :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans**Composition de l'OPCVM**

L'exposition minimale au risque actions est de 75% de l'actif, 25% pouvant être consacré à des investissements en obligations émises par des émetteurs de la zone euro.

Les obligations convertibles pourront représenter au maximum 10% de l'encours du FCPE à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50% en OPCVM (*Classification : actions européennes et actions internationales*)
- Zone géographique prépondérante : Zone Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- Les valeurs liquidatives sont publiées :

- Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.</i>

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécution.....prochaine valeur liquidative
- commission de souscription.....2% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage.....néant
- Frais de fonctionnement et de gestion :1,79% l'an TTC, à la charge du fonds.
- Commission de surperformance : néant
- Commission de mouvement : néant
- Frais de gestion indirects :
Les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24% l'an TTC à la charge du fonds
- commission de souscription indirecte : néant
- commission de rachat indirecte : néant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
- disponibilité des parts..... Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Agrée en date du 11 avril 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément par l’AMF le 1^{er} juillet 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l’entreprise.

La présente notice d’information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne prudent
N° code AMF FCE20030056

compartiment : oui ☐ non ☒

nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne prudent est un Fonds multi entreprises créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne prudent est classé dans la catégorie « **FCPE diversifié** ».

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion :

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 10% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 90% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

Indicateurs de références :

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliard d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement :

La gestion de ce FCPE est une gestion active à très forte dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE.

Profil de risque :

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également un des composantes du profil.

Risque actions : Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 20% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque taux d'intérêts :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 2 ans

Composition de l'OPCVM

La part des produits de taux peut évoluer entre 80% minimum et 100% maximum

La part consacrée aux actions peut être au maximum de 20% sans minimum.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50% en OPCVM
- Zone géographique prépondérante : Zone Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription 1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion: 1,20% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds.
- Commission de surperformance :néant
- Commission de mouvement :néant

• Frais de gestion indirects :

Les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant de 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds

- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ pour le PERCO-BTP.
- disponibilité des parts..... Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP PREVOYANCE. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes**:
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Agrée en date du 11 avril 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne équilibre
N° code AMF FCE20030058

compartiment : **oui** ☐ **non** ☒

nourricier : **oui** ☐ **non** ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne équilibre est un Fonds multi entreprises, créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne équilibre est classé dans la catégorie « FCPE diversifié ».

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion :

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 35% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 65% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

Indicateurs de références :

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliard d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement :

La gestion de ce FCPE est une gestion active à dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE.

Profil de risque :

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque est relativement équilibré entre la partie actions et obligations, mais l'exposition sera principalement centrée sur les marchés de taux d'intérêts.

Risque actions : Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 50% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque taux d'intérêts :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Composition de l'OPCVM :

La part des produits de taux peut évoluer entre 50% minimum et 80% maximum.

La part consacrée aux actions peut évoluer entre 20% minimum et 50% maximum.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50% en OPCVM
- Zone géographique prépondérante : Zone Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- Les valeurs liquidatives sont publiées :

Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription 1,5% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachat..... néant
- commission d'arbitrage..... néant
- Frais de fonctionnement et de gestion : 1,50% TTC maximum l'an de l'actif net, à la charge du fonds.
- Commission de surperformance : néant
- Commission de mouvement : néant
- Frais de gestion indirects :
Les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24% TTC maximum l'an de l'actif net à la charge du fonds
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, date de départ en retraite pour le PERCO-BTP.
- disponibilité des parts..... Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - 3rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes**:
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Agrée en date du 11 avril 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 23 juin 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise BTP Epargne dynamique
N° code AMF FCE20030059

compartiment :	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>
nourricier :	oui	<input type="checkbox"/>	non	<input checked="" type="checkbox"/>

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne dynamique est un Fonds multi entreprises, créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE BTP Epargne dynamique est classé dans la catégorie « **FCPE diversifié** ».

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion :

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 60% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 40% de l'indice EuroMTS 5-7 ans.

Indicateurs de références :

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. Reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 7 et 10 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliard d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Stratégie d'investissement :

La gestion de ce FCPE est une gestion active à dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du FCPE.

Profil de risque :

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du FCPE peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le FCPE n'intègre pas de garantie en capital.

Risque actions : Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 70% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque taux d'intérêts :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Composition de l'OPCVM :

Ce fonds est majoritairement investi sur des actions européennes.

La part actions peut évoluer entre 50% minimum et 70% maximum de l'encours du FCPE.

La part des produits de taux peut évoluer entre 30% minimum et 50% maximum.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le FCPE peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille (EUREX) : vente de call, achat de put, vente de contrats d'instruments à terme.
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : investissement au moins à 50% en OPCVM
- Zone géographique prépondérante : Zone Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées :
Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécution.....prochaine valeur liquidative
- commission de souscription.....2% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage.....néant
- Frais de fonctionnement et de gestion: 1,79% maximum l'an TTC de l'actif net, à la charge du fonds.
- Commission de surperformance :néant
- Commission de mouvement :néant

• Frais de gestion indirects :

Les commissions de gestion indirectes du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,24% l'an TTC de l'actif net à la charge du fonds

- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds.
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords d'entreprise, date de départ en retraite pour le PERCO.
- disponibilité des parts.....Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Agréé en date du 11 avril 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément par l’AMF le 23 juin 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l’entreprise.
--

La présente notice d’information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise solidaire BTP Epargne et solidarité
N° code AMF FCE20030172

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☒ non ☐

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne et solidarité est un Fonds multi entreprises, créé pour l'application de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il est réservé aux bénéficiaires de l'Accord ci-dessus mentionné. Il peut également être ouvert aux bénéficiaires d'accords mis en place en application des articles L 441-1 à L 444-7 du Code du travail au profit des salariés d'entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics ou de secteurs connexes ainsi que d'entreprises qui sont filiales d'entreprises relevant elles-mêmes de ces secteurs.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Le Conseil de Surveillance

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus, composé de vingt membres, est institué. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Orientation de gestion du fonds BTP Epargne et Solidarité

Le FCPE BTP Epargne et solidarité, est classée dans la catégorie « FCPE diversifié ».

Objectif de gestion du fonds BTP Epargne et Solidarité

Le FCPE BTP Epargne et solidarité est un fonds nourricier de la SICAV « CHOIX SOLIDAIRE », également classée dans la catégorie « diversifié ».

A ce titre, le FCPE investit en permanence 98 à 100% de son actif en actions de la SICAV maître « Choix solidaire ». Le solde de 2%, au maximum, sera investi en liquidités.

L'objectif de gestion de ce fonds consiste à offrir une performance aussi proche que possible de celle de la SICAV maître « Choix solidaire », le fonds détenant de 98 à 100% d'actions de cette dernière. La performance du fonds pourra être différente de celle de la SICAV maître, en raison notamment des frais de gestion propres au nourricier.

Le FCPE aura pour vocation de contribuer au financement d'entreprises solidaires agréées en application de l'article L.443-3-1 du Code du Travail, au travers de la SICAV maître « Choix solidaire ».

Orientation de gestion de l'OPCVM maître

La SICAV maître « Choix solidaire », classé dans la catégorie « OPCVM diversifié ».

Orientation des placements de l'OPCVM maître :

La SICAV a pour objectif de battre son indicateur de référence (Livret A + 1,50 %) par une allocation diversifiée en actions et produits de taux sélectionnés en considération de critères éthiques.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence servant d'étalon à la gestion du portefeuille est le taux de rémunération brut du Livret A majoré de 1,50 %. Toutefois, le portefeuille est largement diversifié et directement exposé aux principaux risques des marchés financiers. La performance effective de la SICAV évolue donc de façon très différente de celle d'un placement à taux fixe.

Stratégie d'investissement de l'OPCVM maître

La SICAV est investie de manière très diversifiée en actions et obligations internationales (y compris françaises) négociées sur les principales places boursières des pays membres de l'OCDE et situés en Europe continentale. Les produits de taux, investis en direct ou via des parts ou actions d'OPCVM, représentent au minimum 65 % du portefeuille. Les titres éligibles peuvent indifféremment être représentatifs de dettes publiques (Etats et collectivités locales) comme de dettes privées. Dans ce cas, les émissions non notées ou ayant une note inférieure à « BBB - » ne sont pas éligibles à l'actif de la SICAV. Les investissements en actions ne peuvent représenter plus de 35 % du portefeuille. Ils portent soit sur des actions cotées (grandes et moyennes capitalisations boursières), soit sur des actions non cotées d'émetteurs solidaires.

Tous les investissements en portefeuille résultent d'un processus de sélection des émetteurs privés dénommé « filtre éthique », qui s'appuie sur l'approche développée par l'agence de notation extra-financière française VIGEO. Au-delà du filtre, la gestion du portefeuille est réalisée de manière discrétionnaire.

Au sein de la SICAV CHOIX SOLIDAIRE, la priorité est donnée aux émetteurs particulièrement respectueux de la gestion des ressources humaines, de l'environnement et des relations clients/fournisseurs.

La SICAV a pour particularité de contribuer à la dotation en moyens financiers de personnes morales françaises ou européennes non cotées ayant la qualité d'acteur solidaire. Il peut s'agir notamment d'organismes distribuant du micro-crédit, d'entreprises qui privilégient la réinsertion de personnes handicapées ou en situation de grande exclusion, ou encore de maisons de retraites à but non lucratif. Ces investissements solidaires représentent en permanence entre 5 % et 10 % du portefeuille ; la part des émetteurs français représente quant à elle au moins 5 % de l'encours de la SICAV.

L'OPCVM peut également intervenir sur des instruments financiers à terme (notamment opérations d'échange de devises). Le gérant peut prendre des positions en couverture dans la limite de 100 % de l'actif au maximum. Ces interventions sont destinées à faire face au risque de taux en couverture, au risque actions dans les zones géographiques où le portefeuille est exposé et au risque de change en couverture.

Pour la gestion de sa trésorerie, la SICAV aura recours à des dépôts, des emprunts d'espèces, des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres, et des parts et actions d'OPCVM français, coordonnés ou non, classés dans les catégories « Monétaires euro » et « Obligations et autres TCN libellés en euro », gérés ou promus par ECOFI INVESTISSEMENTS.

Profil de risque de l'OPCVM maître

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Risques significatifs :

Le risque de taux : risque d'une baisse de la valeur des obligations, et donc du portefeuille, provoquée par une augmentation des taux d'intérêt.

Le risque actions : risque d'une baisse de la valeur du portefeuille en raison de la détérioration des marchés actions.

Risque de perte de capital : l'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie, ni protection. Il se peut donc que le capital investi ne soit pas intégralement recouvré lors du rachat.

Risques accessoires :

Risque de liquidité : risque de ne pouvoir obtenir à brefs délais le rachat des instruments figurant en portefeuille, soit parce que ces instruments sont négociés sur un marché peu actif, soit parce qu'ils ne sont pas cotés. Les titres émis par les acteurs du monde solidaire se caractérisent généralement par leur faible liquidité.

Risque de change : impact des variations des taux de change entre l'euro (devise dans laquelle l'OPCVM valorise ses actifs) et les monnaies étrangères utilisées.

Pour plus de détails sur les risques, il convient de se reporter aux mentions contenues dans la note détaillée de l'OPCVM.

Durée minimale de placement recommandée : supérieure à deux ans

Cette durée minimale de placement recommandée ne tient pas compte de la durée de blocage de votre épargne

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro
Actions européennes
Monétaire euro

- Zone géographique prépondérante : Zone Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
Sur Internet : www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout porteur de parts qui en fait la demande, peut recevoir le rapport annuel.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription2% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise selon convention de l'entreprise
- commission de rachatnéant
- commission d'arbitrage.....néant
- Frais de fonctionnement et de gestion : 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net, à la charge du fonds.
- Commission de surperformance :néant
- Commission de mouvement :néant
- Frais de gestion indirects :

Les frais de gestion indirects du fonds s'élèvent à un montant maximum de 0,90% l'an TTC maximum de l'actif net du fonds maître, à la charge du fonds.

Les commissions de souscription indirectes sont de 1% maximum à la charge du fonds.
Il n'y a pas de commissions de rachat indirectes.

- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise, ils sont à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité, à l'exception des frais de tenue de compte concernant les salariés qui ont quitté l'entreprise pour départ en retraite ou préretraite.
- délai d'indisponibilité5 ans pour les Plans d'épargne et accords de participation, départ à la retraite pour le PERCO-BTP.
- disponibilité des parts..... Les parts sont disponibles selon les modalités prévues par l'Accord national instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics soit, le cas échéant, selon les termes de l'accord d'entreprise.
- Modalités de demande de remboursements anticipés et de parts disponibles : Adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à BTP Prévoyance Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 €

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, 3, rue d'Antin 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes**:
 - MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4, allée de l'Arche, 92075 LA DEFENSE Cedex
 - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant 75017 PARIS
- **teneur de compte – conservateur des parts** : REGARDBTP, 7, rue du Regard 75006 PARIS

Agrée en date du 22 août 2003 par la COB

Dernière mise à jour de la notice et agrément de l'AMF le 20 octobre 2005

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information, à laquelle est jointe la notice de la SICAV maître Choix solidaire, doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription. Le souscripteur peut obtenir sans frais la communication du règlement de la SICAV maître ainsi que tout autre document d'information sur simple demande auprès de la société de gestion, ECOFI Investissements 48 rue Notre Dame des Victoires 75002 Paris.

OPCVM conforme
à la directive européenne

CHOIX SOLIDAIRE

Prospectus simplifié

Partie A statutaire

Présentation succincte

Code ISIN	Action « C »	FR0010177899
	Action « D »	FR0010202663
	Action Crédit Coopératif Agir UNICEF -« AU »-	FR0010222281
Dénomination	CHOIX SOLIDAIRE	
Forme juridique	SICAV de droit français	
Compartiment / nourricier	Sans objet	
Société de gestion par délégation	ECOFI INVESTISSEMENTS	
Autres délégataires	Sans objet	
Dépositaire	CREDIT COOPERATIF	
Conservateurs	CREDIT AGRICOLE TITRES (valeurs mobilières) CREDIT COOPERATIF (actifs monétaires)	
Délégataire(s)	GIE USCC (« Union des Sociétés du Crédit Coopératif »)	
Gestion comptable		
Commissaire aux comptes	KPMG	
Commercialisateur	Groupe CREDIT COOPERATIF	

Information concernant les placements et la gestion

Classification	OPCVM diversifié
OPCVM d'OPCVM	Inférieur à 10% de l'actif
Objectif de gestion	

La SICAV a pour objectif de battre son indicateur de référence (Livret A + 1,50 %) par une allocation diversifiée en actions et produits de taux sélectionnés en considération de critères éthiques.

Indicateur de référence

L'indicateur de référence servant d'étalon à la gestion du portefeuille est le taux de rémunération brut du Livret A majoré de 1,50 %. Toutefois, le portefeuille est largement diversifié et directement exposé aux principaux risques des marchés financiers. La performance effective de la SICAV évolue donc de façon très différente de celle d'un placement à taux fixe.

Stratégie d'investissement

La SICAV est investie de manière très diversifiée en actions et obligations internationales (y compris françaises) négociées sur les principales places boursières des pays membres de l'OCDE et situés en Europe continentale. Les produits de taux, investis en direct ou via des parts ou actions d'OPCVM, représentent au minimum 65 % du portefeuille. Les titres éligibles peuvent indifféremment être représentatifs de dettes publiques (Etats et collectivités locales) comme de dettes privées. Dans ce cas, les émissions non notées ou ayant une note inférieure à « BBB - » ne sont pas éligibles à l'actif de la SICAV. Les investissements en actions ne peuvent représenter plus de 35 % du portefeuille. Ils portent soit sur des actions cotées (grandes et moyennes capitalisations boursières), soit sur des actions non cotées d'émetteurs solidaires.

Tous les investissements en portefeuille résultent d'un processus de sélection des émetteurs privés dénommé « filtre éthique », qui s'appuie sur l'approche développée par l'agence de notation extra-financière française VIGEO. Au-delà du filtre, la gestion du portefeuille est réalisée de manière discrétionnaire.

Au sein de la SICAV CHOIX SOLIDAIRE, la priorité est donnée aux émetteurs particulièrement respectueux de la gestion des ressources humaines, de l'environnement et des relations clients/fournisseurs.

La SICAV a pour particularité de contribuer à la dotation en moyens financiers de personnes morales françaises ou européennes non cotées ayant la qualité d'acteur solidaire. Il peut s'agir notamment d'organismes distribuant du micro-crédit, d'entreprises qui privilégient la réinsertion de personnes handicapées ou en situation de grande exclusion, ou encore de maisons de retraites à but non lucratif. Ces investissements solidaires représentent en permanence entre 5 % et 10 % du portefeuille ; la part des émetteurs français représente quant à elle au moins 5 % de l'encours de la SICAV.

L'OPCVM peut également intervenir sur des instruments financiers à terme (notamment opérations d'échange de devises). Le gérant peut prendre des positions en couverture dans la limite de 100 % de l'actif au maximum. Ces interventions sont destinées à faire face au risque de taux en couverture, au risque actions dans les zones géographiques où le portefeuille est exposé et au risque de change en couverture.

Pour la gestion de sa trésorerie, la SICAV aura recours à des dépôts, des emprunts d'espèces, des opérations d'acquisition et de cession temporaire de titres, et des parts et actions d'OPCVM français, coordonnés ou non, classés dans les catégories « Monétaires euro » et « Obligations et autres TCN libellés en euro », gérés ou promus par ECOFI INVESTISSEMENTS.

Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

→ Risques significatifs :

- le risque de taux : risque d'une baisse de la valeur des obligations, et donc du portefeuille, provoquée par une augmentation des taux d'intérêt ;
- le risque actions : risque d'une baisse de la valeur du portefeuille en raison de la détérioration des marchés actions ;
- risque de perte de capital : l'OPCVM ne bénéficie d'aucune garantie, ni protection. Il se peut donc que le capital investi ne soit pas intégralement recouvré lors du rachat.

→ Risques accessoires :

- risque de liquidité : risque de ne pouvoir obtenir à brefs délais le rachat des instruments figurant en portefeuille, soit parce que ces instruments sont négociés sur un marché peu actif, soit parce qu'ils ne sont pas cotés. Les titres émis par les acteurs du monde solidaire se caractérisent généralement par leur faible liquidité.
- risque de change : impact des variations des taux de change entre l'euro (devise dans laquelle l'OPCVM valorise ses actifs) et les monnaies étrangères utilisées ;

Pour plus de détails sur les risques, il convient de se reporter aux mentions contenues dans la note détaillée de l'OPCVM.

Garantie ou protection

Néant

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type

La SICAV s'adresse aux investisseurs de toutes natures : personnes physiques (en direct ou via un FCPE), personnes morales (entreprises, associations, institutionnels...), qui souhaitent disposer d'un support d'investissement collectif largement diversifié, investissant auprès d'émetteurs solidaires.

L'action Crédit Coopératif Agir UNICEF -« AU »- s'adresse à tous souscripteurs, plus particulièrement à ceux qui sont soucieux de participer au financement des actions de l'UNICEF.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer, vous devez tenir compte de votre patrimoine personnel, de vos besoins actuels et à deux ans de terme mais également de votre souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est également fortement recommandé de diversifier suffisamment vos investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques du présent OPCVM.

La durée de placement recommandée est de deux ans au minimum.

Information sur les frais, commissions et la fiscalité

Frais et commissions

● Commissions de souscription et de rachat

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement.

Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	1,00 % (maximum)
Commission de souscription acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM	Valeur liquidative x nombre d'actions	Néant

● Les frais de fonctionnement et de gestion

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM à l'exception des frais de transaction. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs. Elles sont donc facturées à l'OPCVM,
- des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM,
- une part des revenus des opérations d'acquisition et cession temporaires de titres facturées à l'OPCVM aux conditions de marché.

Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPCVM, se reporter à la partie B du prospectus simplifié.

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux Barème
Frais de fonctionnement et de gestion TTC (incluant tous les frais, hors frais de transaction, de surperformance et frais liés aux investissements dans des OPCVM ou fonds d'investissement)	Actif net	0,90 % TTC (maximum)
Commission de surperformance	Actif net	Néant

Régime fiscal

La société de gestion ne reçoit aucune prestation en nature (soft commissions) de la part des intermédiaires avec lesquelles elle travaille dans le cadre de son activité de gestion de portefeuille pour compte de tiers.

Le passage d'une catégorie d'actions à l'autre est soumis au régime fiscal des plus ou moins-values.

Les opérations d'acquisition et cession temporaire de titres sont réalisées aux conditions de marché ; la société de gestion ne percevant pas de rémunération à ce titre.

Pour toute information complémentaire, les souscripteurs peuvent se rapporter au rapport annuel de l'OPCVM.

Informations d'ordre commercial

Conditions de souscription et de rachat

La centralisation des ordres est effectuée à 11h30, chaque jour de bourse à Paris par le dépositaire :
CREDIT COOPERATIF
BP 211 - 33, rue des 3 Fontanot
92002 NANTERRE CEDEX
Service Titres - Tél. 01.47.24.85.66

Toutefois, l'OPCVM ne fait l'objet d'aucune centralisation des ordres de souscription et de rachat lors des jours fériés légaux en France.

Les ordres sont exécutés à cours inconnu, c'est-à-dire sur la base de la première valeur liquidative établie après l'exécution.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour de l'exécution de l'ordre correspondant. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. Les apports en nature ne peuvent comporter que les titres, valeurs ou contrats admis à composer l'actif de l'OPCVM. Toutefois, la société de gestion par délégation a le droit

de refuser les valeurs proposées – même si elles sont éligibles à l'actif de l'OPCVM - et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours - à partir de leur transfert complet auprès du dépositaire - pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les apports sont évalués conformément aux règles d'évaluation applicables au calcul de la valeur liquidative. La souscription est alors réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les actions sont fractionnées et exprimées en millièmes d'action.
La première souscription ne peut être inférieure à une action.

Date de clôture de l'exercice

Les comptes annuels sont arrêtés le dernier jour de bourse de chaque mois de décembre.

Affectation du résultat

Les revenus distribuables sont distribués annuellement aux détenteurs d'actions « D » et capitalisés pour les titulaires d'actions « C ».
Les revenus distribuables des actions de partage Crédit Coopératif Agir UNICEF -« AU »- sont pour moitié capitalisés et pour moitié distribués annuellement sous forme de don en espèce au profit de l'UNICEF.

Date et périodicité de calcul de la valeur liquidative

La valeur liquidative est établie quotidiennement chaque jour de bourse à Paris. Quand le jour d'établissement de la valeur liquidative est un jour férié en France, la valeur liquidative est calculée le jour ouvré immédiatement précédent et porte la date dudit jour férié. Dans ce cas, la valeur liquidative intègre alors les intérêts courus jusqu'au dernier jour férié compris.

En outre, la valorisation de l'OPCVM peut ne pas être effectuée lorsqu'une majorité de lignes du portefeuille n'a pu être cotée du fait de la fermeture des marchés financiers sur lesquels ces titres sont négociés.

Lieu et modalités de publication ou de communication de la valeur liquidative

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion, du dépositaire et du commercialisateur, notamment sur le site www.ecofi.fr.

Devise de libellé des parts

Libellé	Code ISIN	Affectation des revenus	Devise	Souscripteurs concernés	Fractionnement	Première souscription minimale	Valeur d'origine
Action « C »	FR0010177899	capitalisation	EUR	Tous souscripteurs	En millièmes	Une action	10.000,00 € (*)
Action « D »	FR0010202663	distribution	EUR	Tous souscripteurs	En millièmes	Une action	50,00 €
Action Crédit Coopératif Agir UNICEF -« AU »-	FR0010222281	Capitalisation et distribution	EUR	Tous souscripteurs soucieux de participer au financement des actions de l'UNICEF	En millièmes	Une action	50,00 €

(*) La valeur nominale des actions de la SICAV a été divisée par « 200 » en date du 5 avril 2005.

Date de création

Cet OPCVM a été agréé par la Commission des opérations de Bourse le
Il a été créé le

1^{er} février 2000
1^{er} mars 2000

Informations supplémentaires

Le prospectus complet de l'OPCVM et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de la société de gestion :

ECOFI INVESTISSEMENTS - Service Clients

48, rue Notre Dame des Victoires - 75002 PARIS

Tél : 01.44.88.39.00 - Fax : 01.44.88.39.29 – Mail : contact@ecofi.fr

La procédure élaborée par la société de gestion en matière de « politique de vote » en vertu de l'article 322-75 du règlement général de l'AMF peut être obtenue sur simple demande à l'adresse ci-dessus.

Si nécessaire, des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès de la société de gestion ECOFI INVESTISSEMENTS et plus particulièrement auprès du service Clients.

Date de publication du prospectus :

20 septembre 2005

Le site de l'Autorité des Marchés Financiers (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Le présent prospectus simplifié doit être remis aux souscripteurs préalablement à la souscription.

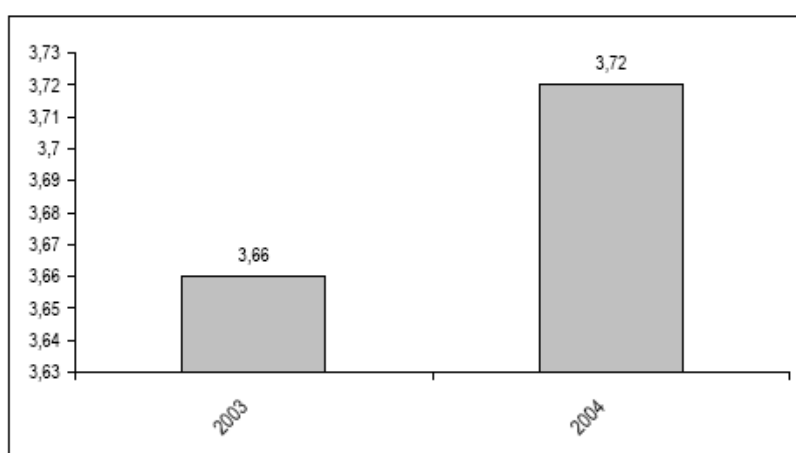
CHOIX SOLIDAIRE

Prospectus simplifié

Partie B statistique

Performances du FCP au 31 décembre 2004

Graphique de la performance annuelle du FCP CHOIX SOLIDAIRE du 01/01/03 au 31/12/04



Performances cumulées*	1 an	3 ans	5 ans
OPCVM	3,72 %		
Indice de référence	Néant		

* Les performances sont calculées revenus réinvestis.

Commentaire

Les informations données dans la présente section sont relatives au FCP CHOIX SOLIDAIRE (FR0000987117), dont la gestion se poursuit depuis le 14 juin 2005 sous la forme juridique d'une SICAV après son absorption par une SICAV préexistante et devenue vacante.

AVERTISSEMENT : les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Elles ne sont pas constantes dans le temps.

Présentation des frais facturés à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos

Sans objet avant la clôture du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2005

Frais de fonctionnement et de gestion	...
Coût induit par l'investissement dans d'autres OPCVM ou fonds d'investissement	...
Ce coût se détermine à partir :	
<ul style="list-style-type: none"> - des coûts liés à l'achat d'OPCVM et fonds d'investissement - déduction faite des rétrocessions négociées par la société de gestion de l'OPCVM investisseur 	

Autres frais facturés à l'OPCVM	...
Ces autres frais se décomposent en :	
- commission de surperformance	
- commission de mouvement	
Total facturé à l'OPCVM au cours du dernier exercice clos	...

Frais de fonctionnement et de gestion

Ils recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transaction, et le cas échéant, de la commission de surperformance. Les frais de transaction incluent les frais d'intermédiation (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement (voir ci-dessous). Les frais de fonctionnement et de gestion incluent notamment des frais de gestion financière, les frais de gestion administrative et comptable, les frais de dépositaire, de conservation et d'audit.

Coût induit par l'achat d'OPCVM et/ou de fonds d'investissement

Certains OPCVM investissent dans d'autres OPCVM ou dans des fonds d'investissement de droit étranger (OPCVM cibles). L'acquisition et la détention d'un OPCVM cible (ou d'un fonds d'investissement) font supporter à l'OPCVM acheteur deux types de coûts évalués ici :

- Des commissions de souscription/rachat. Toutefois la part de ces commissions acquises à l'OPCVM cible est assimilée à des frais de transaction et n'est donc pas comptée ici.
- Des frais facturés directement à l'OPCVM cible, qui constituent des coûts indirects pour l'OPCVM acheteur.

Dans certains cas, l'OPCVM acheteur peut négocier des rétrocessions, c'est-à-dire des rabais sur certains de ces frais. Ces rabais viennent diminuer le total des frais que l'OPCVM acheteur supporte effectivement.

Autres frais facturés à l'OPCVM

D'autres frais peuvent être facturés à l'OPCVM. Il s'agit :

- Des commissions de surperformance. Celles-ci rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPCVM a dépassé ses objectifs ;
- Des commissions de mouvement. La commission de mouvement est une commission facturée à l'OPCVM à chaque opération sur le portefeuille. Le prospectus complet détaille ces commissions. La société de gestion peut en bénéficier dans les conditions prévues en partie A du prospectus simplifié.

L'attention de l'investisseur est appelée sur le fait que ces autres frais sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et que les chiffres présentés ici sont ceux constatés au cours de l'exercice précédent.

Information sur les transactions

Sans objet avant la clôture du premier exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2005

Classes d'actifs	Transactions
Actions	...
Titres de créance	...
...	...

Dernière mise à jour en date du
14 juin 2005



NOTICE D'INFORMATION

FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE :
BTP EPARGNE HORIZON

Code AMF : FCE20080065

Compartiment : oui ☒ non ☐

Nourricier : oui ☐ non ☒

Constitué de 6 compartiments (les « Compartiments » ou le « Compartiment ») :

- a. **Compartiment « Horizon 2009-2011 »**
- b. **Compartiment « Horizon 2012-2014 »**
- c. **Compartiment « Horizon 2015-2017 »**
- d. **Compartiment « Horizon 2018-2020 »**
- e. **Compartiment « Horizon 2021-2023 »**
- f. **Compartiment « Horizon 2024-2026 »**

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants des entreprises. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE BTP Epargne Horizon est : un Fonds multi entreprises

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Créé pour l'application :

- de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.
- des accords mis en place en application des articles L. 441-1 à L. 444-7 du Code du travail.

Objet du fonds :

Ce FCPE offre une gestion adaptée à la date présumée de départ à la retraite de chaque bénéficiaire. A ce titre, il est composé de 6 compartiments de 3 ans couvrant de une à 18 années d'horizon de placement. Chaque compartiment correspond ainsi à une échéance spécifique. Le souscripteur investit donc dans le Compartiment dont l'horizon est le plus proche de la date envisagée de son départ en retraite.

Tous les trois ans, le Compartiment dont l'échéance la plus proche sera arrivée à son terme sera fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF. Un nouveau Compartiment à horizon 16-18 ans sera parallèlement créé.

La part actions de chaque Compartiment a vocation à être progressivement réduite, en fonction des conditions de marché et de la durée restant à courir jusqu'à la date d'horizon fixée. Elle sera remplacée par des produits de taux (obligations et monétaire) en vue d'obtenir un actif investi entre 95% et 100% en produits de taux à l'horizon fixé par chaque Compartiment.

A ce titre, l'orientation de gestion, la stratégie d'investissement, le ou les indice(s) de référence, le profil rendement/risque de chaque Compartiment auront vocation à être modifiés dans le cadre de la désensibilisation envisagée ci-dessus, et ce par période triennale jusqu'à l'arrivée à échéance du Compartiment.

Stratégie globale de gestion du fonds

La stratégie globale de gestion du fonds sera basée sur une technique de désensibilisation des avoirs des investisseurs, la part actions de chaque Compartiment ayant vocation à être progressivement réduite, en fonction des conditions de marché et de la durée restant à courir jusqu'à la date d'horizon fixée. Elle sera remplacée par des produits de taux (obligations et monétaire) en vue d'obtenir un actif investi entre 95% et 100% en produits de taux à l'horizon fixé par chaque Compartiment.

Le Conseil de Surveillance du fonds :

Un Conseil de surveillance commun aux fonds communs de placement d'entreprise créés dans le cadre de l'Accord cadre mentionné ci-dessus est composé de vingt membres. Il est composé à parité de dix membres salariés porteurs de parts d'au moins un des fonds communs de placement d'entreprise représentant les porteurs de parts, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés représentatives au niveau national et signataires ou adhérents à l'accord cadre mentionné ci-dessus, et de dix représentants des entreprises adhérentes, désignés par les Organisations professionnelles d'employeurs. Chaque fonds et, le cas échéant, chaque Compartiment, dispose d'au moins un porteur de parts au Conseil de Surveillance.

Fonctionnement du fonds :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce FCPE a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice et agrément par l'AMF : néant.

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE. Il est à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant. Il est tenu à la disposition des porteurs de parts par l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

Pour s'informer sur ce FCPE

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale)



NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :
HORIZON 2009-2011

Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon
Code AMF : FCE20080066

Objet du Compartiment :

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 1 à 3 ans. A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2009 et 2011. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2012 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

Nature du Compartiment :

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Orientation de gestion du Compartiment :

Le Compartiment « Horizon 2009-2011 » est classé dans la catégorie « Obligations et autres titres de créance libellés en euro »

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir une performance comparable à celle de l'indice de référence, l'EuroMTS 1-3 ans annualisé, minorée des frais de gestion, et d'assurer à moyen terme une progression de la valeur liquidative supérieure à celle du marché monétaire.

L'indice de référence est l'EuroMTS 1-3 ans publié par la société EuroMTS. Cet indice reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 1 et 3 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

La fourchette de sensibilité aux taux d'intérêts à l'intérieur de laquelle le Compartiment est géré se situe entre 0,5 et 3.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	10%	90%
2010	5%	95%
2011	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans rubrique « Composition » de chaque compartiment.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active. La stratégie d'investissement est la combinaison de choix en matière de duration du portefeuille, de positionnement sur la courbe des rendements obligataires, et dans une moindre mesure dans la sélection d'obligations émises par des émetteurs privés dont la notation fera partie de la catégorie titres d'investissement, ainsi que par la sélection d'obligations convertibles.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 100 % de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque action :

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 10 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

- **Durée de placement recommandée :**

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 90 % minimum et 100% maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).
- pour 10 % maximum de l'actif net du Compartiment et sans minimum, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)

Les obligations privées représenteront au maximum 1/3 de l'encours obligataire du Compartiment.

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Marché d'évolution :

- Obligataire zone euro
- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : zone Euro**

Fonctionnement du Compartiment :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**
Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.
Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.
- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**
Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits :	en numéraire
Mode d'exécution :	prochaine valeur liquidative
Commission de souscription à l'entrée :	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
Commission de rachat à la sortie :	néant
Commission d'arbitrage:	néant
Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de surperformance :	néant
Commission de mouvement :	néant
Frais de gestion indirects :	
Commission de gestion indirecte :	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de souscription indirecte :	néant
Commission de rachat indirecte :	néant
Affectation des revenus du compartiment	capitalisation dans le fonds
Frais de tenue de compte conservation :	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
Délai d'indisponibilité :	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
Disponibilité des parts :	selon accord
Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
Valeur de la part à la constitution du compartiment	10,00 €

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : néant.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

Pour s'informer sur ce Compartiment

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale)

NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :
HORIZON 2012-2014

Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon
Code AMF : FCE20080067

Objet du Compartiment :

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 4 à 6 ans. A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2012 et 2014. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2015, après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

Nature du Compartiment :

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Orientation de gestion du Compartiment :

Le Compartiment « Horizon 2012-2014 » est classé dans la catégorie « Diversifié »

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 20 % de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 80 % de l'indice EuroMTS 3-5 ans annualisés, et minorée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 3-5 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 3 et 5 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce Compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2015.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	30%	70%
2010	20%	80%
2011	10%	90%
(...)	(...)	(...)
2013	5%	95%
2014	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par

rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce compartiment est une gestion active à forte dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 90% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque action :

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 30 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

Durée de placement recommandée :

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs, soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 70% minimum et 90 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).
- pour 10 % minimum et 30 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investie sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Marchés d'évolution :

- Obligataire zone euro
- Actions des pays de la communauté européenne

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Fonctionnement du Compartiment :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêts comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions –

rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**
Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtpt.com (rubrique épargne salariale)
- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**
Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.
Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.
- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**
Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits :	en numéraire
Mode d'exécution :	prochaine valeur liquidative
Commission de souscription à l'entrée :	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
Commission de rachat à la sortie :	néant
Commission d'arbitrage	néant
Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de surperformance :	néant
Commission de mouvement :	néant
Frais de gestion indirects :	
Commission de gestion indirecte :	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de souscription indirecte :	néant
Commission de rachat indirecte :	néant
Affectation des revenus du compartiment	capitalisation dans le fonds
Frais de tenue de compte conservation :	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
Délai d'indisponibilité :	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
Disponibilité des parts :	selon accord
Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
Valeur de la part à la constitution du compartiment	10,00 €

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l’Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l’AMF : néant.

La présente notice d’information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

Pour s’informer sur ce Compartiment

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (Rubrique Epargne Salariale).



NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :
HORIZON 2015-2017

Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon
Code AMF : FCE20080068

Objet du Compartiment :

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 7 à 9 ans. A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2015 et 2017. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2018 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

Nature du Compartiment :

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.
--

Orientation de gestion du Compartiment :

Le Compartiment « Horizon 2015-2017 » est classé dans la catégorie « Diversifié »

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 40% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 60% de l'indice EuroMTS 5-7 ans annualisés, et minorée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2018.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	50%	50%
2010	40%	60%
2011	30%	70%
(...)	(...)	(...)
2016	5%	95%
2017	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active à dominante obligations. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque action :

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 50% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 70% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

Durée de placement recommandée :

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 50% minimum et 70 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).
- pour 30 % minimum et 50 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Marchés d'évolution :

- Obligataire zone euro
- Actions des pays de la communauté européenne

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Fonctionnement du Compartiment :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est

calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**
Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale)
- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**
Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.
Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.
- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**
Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits :	en numéraire
Mode d'exécution :	prochaine valeur liquidative
Commission de souscription à l'entrée :	2 % maximum TTC à la charge du Compartiment ou de l'entreprise
Commission de rachat à la sortie :	néant
Commission d'arbitrage	néant
Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de surperformance :	néant
Commission de mouvement :	néant

Frais de gestion indirects :

Commission de gestion indirecte :	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de souscription indirecte :	néant
Commission de rachat indirecte :	néant
Affectation des revenus du compartiment	capitalisation dans le fonds
Frais de tenue de compte conservation :	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
Délai d'indisponibilité :	5 ans (PEE, PEI) Date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
Disponibilité des parts :	selon accord
Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
Valeur de la part à la constitution du compartiment	10,00 €

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l’Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l’AMF : néant.

La présente notice d’information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

Pour s’informer sur ce Compartiment

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale).

NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :
HORIZON 2018-2020

Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon
Code AMF : FCE20080069

Objet du Compartiment :

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 10 à 12 ans. A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2018 et 2020. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2021 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

Nature du Compartiment :

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Orientation de gestion du Compartiment :

Le Compartiment « Horizon 2018-2020 » est classé dans la catégorie « Diversifié »

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 55 % de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 45% de l'indice EuroMTS 5-7 ans annualisés, et minorée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2021.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	65%	35%
2010	58%	42%
2011	50%	50%
(...)	(...)	(...)
2019	5%	95%
2020	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTP EPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par

rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque action :

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 65% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 50% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

Durée de placement recommandée :

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 50 % minimum et 65 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)
- pour 35% minimum et 50 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Marchés d'évolution :

- Actions des pays de la communauté européenne
- Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risque actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Fonctionnement du Compartiment :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est

calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**
Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique épargne salariale)
- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**
Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.
Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.
- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**
Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits :	en numéraire
Mode d'exécution :	prochaine valeur liquidative
Commission de souscription à l'entrée :	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
Commission de rachat à la sortie :	néant
Commission d'arbitrage	néant
Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de surperformance :	néant
Commission de mouvement :	néant

Frais de gestion indirects :

Commission de gestion indirecte :	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
Commission de souscription indirecte :	néant
Commission de rachat indirecte :	néant
Affectation des revenus du compartiment	capitalisation dans le fonds
Frais de tenue de compte conservation :	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
Délai d'indisponibilité :	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
Disponibilité des parts :	selon accord
Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
Valeur de la part à la constitution du compartiment	10,00 €

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l’Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l’AMF : néant.

La présente notice d’information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

Pour s’informer sur ce Compartiment

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale).

NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :
HORIZON 2021-2023

Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon
Code AMF : FCE20080070

Objet du Compartiment :

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 13 à 15 ans. A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2021 et 2023. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2024 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

Nature du Compartiment :

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Orientation de gestion du Compartiment :

Le Compartiment « Horizon 2021-2023 » est classé dans la catégorie « Diversifié »

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- Objectif de gestion:**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 70% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 30% de l'indice EuroMTS 5-7 ans annualisés, et diminuée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. Reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2024.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	80%	20%
2010	70%	30%
2011	60%	40%
(...)	(...)	(...)
2022	5%	95%
2023	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTPEPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par

rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active à dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque action :

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 80% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 40 % de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

Durée de placement recommandée :

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs ;, soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 60 % minimum et 80 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)
- pour 20% minimum et 40 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Marchés d'évolution :

- Actions des pays de la communauté européenne
- Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques action et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Les pays prépondérants seront ceux représentés dans l'indice de référence.

Fonctionnement du Compartiment :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits :	en numéraire
Mode d'exécution :	prochaine valeur liquidative

Commission de souscription à l'entrée :	2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise
--	--

Commission de rachat à la sortie :	néant
---	-------

Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) :	1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
--	---

Commission de surperformance :	néant
---------------------------------------	-------

Commission de mouvement :	néant
----------------------------------	-------

Commission d'arbitrage	néant
-------------------------------	-------

Frais de gestion indirects :

Commission de gestion indirecte :	0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment
--	---

Commission de souscription indirecte :	néant
---	-------

Commission de rachat indirecte :	néant
---	-------

Affectation des revenus du compartiment	capitalisation dans le fonds
--	------------------------------

Frais de tenue de compte conservation :	à la charge de l'entreprise par principe à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
Délai d'indisponibilité :	5 ans (PEE, PEI) date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)
Disponibilité des parts :	selon accord
Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance :	adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du compartiment	10,00 €
--	---------

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l'Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l'Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l'AMF : néant.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

Pour s'informer sur ce Compartiment

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale)

NOTICE D'INFORMATION

COMPARTIMENT :
HORIZON 2024-2026

Compartiment du FCPE BTP Epargne Horizon
Code AMF : FCE20080071

Objet du Compartiment :

Ce Compartiment correspond à un horizon de placement spécifique allant de 16 à 18 ans. A ce titre, il offre une gestion adaptée aux bénéficiaires dont la date présumée de départ à la retraite se situe entre 2024 et 2026. Il aura vocation à être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2027 après accord du conseil de surveillance et agrément de l'AMF.

Nature du Compartiment :

Le Compartiment est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier.

Orientation de gestion du Compartiment :

Le Compartiment « Horizon 2024-2026 » est classé dans la catégorie « Diversifié »

A ce titre, le Compartiment gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

- **Objectif de gestion :**

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 85% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 15% de l'indice EuroMTS 5-7 ans, annualisés, et diminuée des frais de gestion.

Le Dow Jones Stoxx50 en cours de clôture, coupons non réinvestis publié par la société Stoxx Ltd. Reproduit la performance d'un panier constitué des 50 premières capitalisations boursières des sociétés cotées Européennes.

L'EuroMTS 5-7 ans publié par la société EuroMTS reproduit la performance d'un panier constitué des obligations émises par les Etats de la zone Euro dont la durée de vie est comprise entre 5 et 7 ans et dont l'encours est supérieur à 2 milliards d'euros. Cet indice est un indice « coupons réinvestis ».

Ce Compartiment devra être fusionné avec le fonds BTP Epargne Monétaire en 2027.

Année	Allocation d'actif	
	Actions	Produits de taux
2009	95%	5%
2010	85%	15%
2011	75%	25%
(...)	(...)	(...)
2025	5%	95%
2026	0%	100%

Ce tableau illustre la technique de désensibilisation appliquée dans le cadre de la gestion de tous les compartiments du FCPE BTPEPARGNE HORIZON. Le gérant conserve une marge de souplesse par

rapport aux pourcentages d'investissement qu'il présente dans les divers types d'actifs, dans le respect des limites pré définies dans la rubrique « Composition » de chaque compartiment.

- **Stratégie d'investissement :**

La gestion de ce Compartiment est une gestion active à forte dominante actions. Le gérant en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés pourra faire évoluer la répartition entre actions et obligations du Compartiment.

- **Profil de risque :**

Le portefeuille sera investi dans des instruments financiers sélectionnés par le gestionnaire financier. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas du marché.

Le profil de risque du fonds BTP EPARGNE HORIZON évolue chaque année en fonction de son horizon d'investissement résiduel :

Profil de risque dynamique sur les longues échéances (marchés actions, européens et internationaux) et de moins en moins risqué au fur et à mesure que le fonds se rapproche de son échéance (obligations européennes principalement, puis investissement en monétaire).

Un porteur investissant dans les années précédant la fin de la période de forte exposition au risque action pourrait, en cas de baisse des marchés actions, subir une baisse de la valeur de sa part qui pourrait ne pas être compensée à l'échéance par une progression ultérieure de ces mêmes marchés, compte tenu de la dégressivité de l'exposition de l'OPCVM au risque actions.

Les facteurs de risque exposés ci-dessus ne sont pas limitatifs.

Avant de choisir la gestion pilotée proposée dans le cadre du fonds BTP EPARGNE HORIZON, nous attirons l'attention sur le fait qu'il appartient à chaque investisseur d'analyser le risque inhérent à un tel investissement et de forger sa propre opinion de manière indépendante en s'entourant, au besoin, de l'avis de tous les conseils spécialisés dans ces questions afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le Compartiment. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le Compartiment ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

L'investisseur est averti que la performance du Compartiment peut ne pas être conforme à ses objectifs et que son capital investi peut ne pas lui être totalement restitué, puisque le Compartiment n'intègre pas de garantie en capital.

Le profil de risque dominant est celui résultant de l'investissement sur les marchés obligataires, mais l'exposition au risque actions sera également une des composantes du profil.

Risque action :

Le Compartiment peut être exposé au risque actions à hauteur de 95 % maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du Compartiment baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissant en fonction de la durée de détention.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du Compartiment dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 25 % de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le Compartiment et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du Compartiment.

Durée de placement recommandée :

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs : soit notamment jusqu'à la date de départ à la retraite en ce qui concerne le placement dans le cadre du PERCO.

- **Composition du Compartiment :**

Le Compartiment sera investi :

- pour 75 % minimum et 95 % maximum de l'actif net du Compartiment, en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital)
- pour 5% minimum et 25 % maximum de l'actif net du Compartiment en produits de taux obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), monétaires et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs).

Une fraction maximum de 10% de l'encours pourra de plus être investi sur les obligations convertibles européennes à titre de diversification.

Le Compartiment pourra être investi à plus de 50% et jusqu'à 100 % de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans lesquels le Compartiment est investi.

Marchés d'évolution :

- Actions des pays de la communauté européenne
- Obligataire zone euro

- **Intervention sur les marchés à terme dans un but de protection du portefeuille : OUI**

Le Compartiment peut intervenir sur les contrats à terme ou des options sur taux d'intérêts et actions ou indice obligataire et actions pour couverture.

Ces opérations seront effectuées dans la limite d'un engagement maximum d'une fois l'actif net.

Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques action et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).

- **Zone géographique prépondérante : Europe**

Les pays prépondérants seront ceux représentés dans l'indice de référence.

Fonctionnement du Compartiment :

- **Valeur liquidative**

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent. Dans le cadre des arrêtés comptables, une valeur indicative de la valeur liquidative, appelée "valeur estimative" est calculée le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Elle ne peut servir de base aux souscriptions – rachats. Toutefois, dans le cas où ces jours seraient des vendredis, elle servirait également aux souscriptions/rachats.

- **Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :**

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique épargne salariale)

- **La composition de l'actif du Compartiment est publiée chaque semestre :**

Elle est tenue à la disposition des porteurs de parts par la société de gestion.

Un rapport annuel est par ailleurs tenu à la disposition de chaque porteur de parts sur le site Internet de la société de gestion jusqu'à la mise en ligne du rapport suivant.

- **Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :**

Les souscriptions et rachats s'effectuent auprès de REGARDBTP par l'intermédiaire des entreprises, ou individuellement au cas où l'entreprise n'adhère pas aux plans.

Modalités de souscription et de rachat :

Apports et retraits : en numéraire
Mode d'exécution : prochaine valeur liquidative

Commission de souscription à l'entrée : 2 % maximum TTC à la charge du compartiment ou de l'entreprise

Commission de rachat à la sortie : néant

Commission d'arbitrage néant

Frais de fonctionnement et de gestion (en % de l'actif net) : 1,69 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment

Commission de surperformance : néant

Commission de mouvement : néant

Frais de gestion indirects :

Commission de gestion indirecte : 0,25 % maximum l'an TTC à la charge du compartiment

Commission de souscription indirecte : néant

Commission de rachat indirecte : néant

Affectation des revenus du compartiment capitalisation dans le fonds

Frais de tenue de compte conservation : à la charge de l'entreprise par principe
à la charge du porteur de parts lorsque celui-ci a quitté l'entreprise pour une cause autre que le départ en retraite ou préretraite, et que ses droits acquis ont été mis en disponibilité
Délai d'indisponibilité : 5 ans (PEE, PEI)
date de départ en retraite (PERCO, PERCOI)

Disponibilité des parts : selon accord

Modalités de demande de remboursement anticipé et à échéance : adresser la demande, accompagnée des pièces justificatives à REGARDBTP. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.

Valeur de la part à la constitution du compartiment 10,00 €

Nom et adresse des intervenants :

Société de gestion	GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
Dépositaire	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES – 3 rue d’Antin - 75002 PARIS
Contrôleurs légaux des comptes	- MAZARS & GUERARD, Le Vinci, 4 allée de l’Arche – 92075 LA DEFENSE Cedex - PRICEWATERHOUSECOOPERS audit, 32, rue Guersant - 75017 PARIS
Teneur de compte – conservateur des parts	REGARDBTP, 7 rue du Regard 75006 PARIS

Ce Compartiment a été agréé par l’Autorité des Marchés Financiers, le 4 mars 2008.

Dernière mise à jour de la notice de ce Compartiment et agrément par l’AMF : néant.

La présente notice d’information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.
--

Pour s’informer sur ce Compartiment

Site Internet : www.gestionbtp.com ou www.probtp.com (rubrique Epargne Salariale).

NOTIFICATION D'AGREMENT	06/03/2008
-------------------------	------------

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54095	Agrément initial produit
FCPE	

Nom de l'OPCVM :
BTP EPARGNE HORIZON

Le numéro d'agrément est : FCE20080065

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM Diversifié

Le promoteur est

La société de gestion est GESTIONBTP

Le dépositaire est BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Le commissaire aux comptes est PMO | PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

<u>Maître/nourricier</u>	<u>Type de Fonds</u>
--------------------------	----------------------

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment

Tête

OPCVM d'OPC

Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :

Autogérée : Non

Adresse de la SICAV :

NOTIFICATION D'AGREMENT

06/03/2008

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54096 Agrément initial produit
FCPE

Nom de l'OPCVM :
HORIZON 2009-2011

Le numéro d'agrément est : FCE20080066

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM Obligations et autres titres de créances
libellés en euro

Le promoteur est

La société de gestion est

GESTIONBTP

Le dépositaire est

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Le commissaire aux comptes est

PMO | PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

Maître/nourricier

Type de Fonds

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment

Compartiment

BTP EPARGNE HORIZON

OPCVM d'OPC

Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :

Autogérée : Non

Adresse de la SICAV :

NOTIFICATION D'AGREMENT

06/03/2008

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54097 Agrément initial produit
FCPE

Nom de l'OPCVM :
HORIZON 2012-2014

Le numéro d'agrément est : FCE20080067

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM Diversifié

Le promoteur est

La société de gestion est

GESTIONBTP

Le dépositaire est

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Le commissaire aux comptes est

PMO | PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

Maître/nourricier

Type de Fonds

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment

Compartiment

BTP EPARGNE HORIZON

OPCVM d'OPC

Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :

Autogérée : Non

Adresse de la SICAV :

NOTIFICATION D'AGREMENT

06/03/2008

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54098 Agrément initial produit
FCPE

Nom de l'OPCVM :
HORIZON 2015-2017

Le numéro d'agrément est : FCE20080068

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM Diversifié
Le promoteur est
La société de gestion est GESTIONBTP
Le dépositaire est BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
Le commissaire aux comptes est PMO | PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

Maître/nourricier Type de Fonds

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment
Compartiment
BTP EPARGNE HORIZON

OPCVM d'OPC
Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :
Autogérée : Non
Adresse de la SICAV :

NOTIFICATION D'AGREMENT

06/03/2008

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54099 Agrément initial produit
FCPE

Nom de l'OPCVM :
HORIZON 2018-2020

Le numéro d'agrément est : FCE20080069

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM Diversifié

Le promoteur est

La société de gestion est GESTIONBTP

Le dépositaire est BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Le commissaire aux comptes est PMO | PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

Maître/nourricier Type de Fonds

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment

Compartiment

BTP EPARGNE HORIZON

OPCVM d'OPC

Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :

Autogérée : Non

Adresse de la SICAV :

NOTIFICATION D'AGREMENT	06/03/2008
-------------------------	------------

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54100	Agrément initial produit
FCPE	

Nom de l'OPCVM :
HORIZON 2021-2023

Le numéro d'agrément est : FCE20080070

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM	Diversifié
Le promoteur est	
La société de gestion est	GESTIONBTP
Le dépositaire est	BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES
Le commissaire aux comptes est	PMO PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

<u>Maître/nourricier</u>	<u>Type de Fonds</u>
--------------------------	----------------------

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment
Compartiment
BTP EPARGNE HORIZON

OPCVM d'OPC
Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :
Autogérée : Non
Adresse de la SICAV :

NOTIFICATION D'AGREMENT

06/03/2008

L'Autorité des marchés financiers a agréé l'opération:

54101 Agrément initial produit
FCPE

Nom de l'OPCVM :
HORIZON 2024-2026

Le numéro d'agrément est : FCE20080071

En date du : 04/03/2008
04/03/2008

Classification de l'OPCVM Diversifié

Le promoteur est

La société de gestion est

GESTIONBTP

Le dépositaire est

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES

Le commissaire aux comptes est

PMO | PRICE WATERHOUSE COOPERS

Caractéristiques de l'OPCVM

Maître/nourricier Type de Fonds

Ni Maître ni Nourricier

Tête/Compartiment

Compartiment

BTP EPARGNE HORIZON

OPCVM d'OPC

Inférieur à 10 % de l'actif net

La destination de l'OPCVM est :

L'OPCVM est une SICAV :

Autogérée : Non

Adresse de la SICAV :

NOTICE D'INFORMATION

Du fonds commun de placement d'entreprise : FIBTP 2002
N° code de l'AMF FCE20020022

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2002» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2002" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La Fédération Française du Bâtiment

La Fédération Nationale des Travaux Publics,

et

La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),

La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)

Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),

La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),

La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O),

2. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;

3. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
4. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille avec un niveau de risque limité en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans-15% DJ Stoxx50

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans-10% DJ Stoxx50

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans-5% DJ Stoxx 50.

Profil de risque :

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux (obligataires et monétaires) et assimilés, et à 25% en actions et assimilées. Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.

Chaque année, la part consacrée aux actions sera automatiquement diminuée pour passer au maximum de 25% la première année à un maximum de 10% à l'issue de la quatrième année.

La fraction minimum consacrée aux obligations sera quant à elle progressivement augmentée pour passer de 75% à 90% sur la durée de détention.

Le gérant aura la faculté d'ajuster- dans les marges définies pour les 2 premières années, les 2 années suivantes et la durée résiduelle- la répartition entre actions et obligations année par année, pour tenir compte des fluctuations des marchés.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions de la zone Europe et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : www.probtb.com ou www.gestionbtb.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTB. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTB, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTB. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.</i>

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription 1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat..... néant
- commission d'arbitrage : néant
- frais de fonctionnement et de gestion..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- commission de surperformance : néant
- Commission de mouvement : néant
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes- à la charge du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net
- commission de souscription indirecte..... néant
- commission de rachat indirecte néant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité5 ans
- disponibilité des partspremier jour du 4ème mois (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 euros

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92208 Neuilly sur Seine Cedex
 - **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agrée en date du 26 février 2002 par la COB

Agrément par l'AMF le 23 juin 2005

Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise : FIBTP 2003
N° code de l'AMF : FCE20030060

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2003» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2003" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,
et

La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois**, **Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**
Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,
La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.)**,
La **Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O.)**,

5. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
6. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
7. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille avec un niveau de risque limité en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans-15% DJ Stoxx50

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans-10% DJ Stoxx50

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans-5% DJ Stoxx 50.

Profil de risque :

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux (obligataires et monétaires) et assimilés, et à 25% en actions et assimilées. Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.

Chaque année, la part consacrée aux actions sera automatiquement diminuée pour passer au maximum de 25% la première année à un maximum de 10% à l'issue de la quatrième année.

La fraction minimum consacrée aux obligations sera quant à elle progressivement augmentée pour passer de 75% à 90% sur la durée de détention.

Le gérant aura la faculté d'ajuster- dans les marges définies pour les 2 premières années, les 2 années suivantes et la durée résiduelle-la répartition entre actions et obligations année par année, pour tenir compte des fluctuations des marchés.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées :
 - sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription..... 1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat..... néant
- commission d'arbitrage : néant
- frais de fonctionnement et de gestion..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- commission de surperformance : néant
- Commission de mouvement : néant
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes- à la charge du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net
- commission de souscription indirecte..... néant
- commission de rachat indirecte néant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité5 ans
- disponibilité des partspremier jour du 4ème mois (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 euros

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92208 Neuilly sur Seine Cedex
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agrée en date du 11 avril 2003 par la COB

Agrément par l'AMF le 23 juin 2005

Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise : FIBTP 2004
N° code de l'AMF : FCE20040032

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2004» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2004" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La Fédération Française du Bâtiment
La Fédération Nationale des Travaux Publics,
et

La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),
La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)
Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),
La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O),

8. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
9. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
10. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille avec un niveau de risque limité en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans-15% DJ Stoxx50

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans-10% DJ Stoxx50

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans-5% DJ Stoxx 50.

Profil de risque :***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux (obligataires et monétaires) et assimilés, et à 25% en actions et assimilées. Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.

Chaque année, la part consacrée aux actions sera automatiquement diminuée pour passer au maximum de 25% la première année à un maximum de 10% à l'issue de la quatrième année.

La fraction minimum consacrée aux obligations sera quant à elle progressivement augmentée pour passer de 75% à 90% sur la durée de détention.

Le gérant aura la faculté d'ajuster - dans les marges définies pour les 2 premières années, les 2 années suivantes et la durée résiduelle - la répartition entre actions et obligations année par année, pour tenir compte des fluctuations des marchés.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées :
 - sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription..... 1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat..... néant
- commission d'arbitrage :..... néant
- frais de fonctionnement et de gestion..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- commission de surperformance :..... néant
- Commission de mouvement : néant
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes- à la charge du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net
- commission de souscription indirecte..... néant
- commission de rachat indirecte néant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité5 ans
- disponibilité des partspremier jour du 4ème mois (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 euros

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92208 Neuilly sur Seine Cedex
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agrée en date du 12 mars 2004 par l'AMF

Agrément de l'AMF le 24 juin 2005

Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

Du fonds commun de placement d'entreprise : FIBTP 2005
N° code de l'AMF : FCE 20050065

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2005» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2005" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,
et

La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois**, **Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**
Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,
La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.)**,
La **Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O.)**,

11. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
12. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
13. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille avec un niveau de risque limité en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans-15% DJ Stoxx50

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans-10% DJ Stoxx50

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans-5% DJ Stoxx 50.

Profil de risque :

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux (obligataires et monétaires) et assimilés, et à 25% en actions et assimilées. Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.

Chaque année, la part consacrée aux actions sera automatiquement diminuée pour passer au maximum de 25% la première année à un maximum de 10% à l'issue de la quatrième année.

La fraction minimum consacrée aux obligations sera quant à elle progressivement augmentée pour passer de 75% à 90% sur la durée de détention.

Le gérant aura la faculté d'ajuster- dans les marges définies pour les 2 premières années, les 2 années suivantes et la durée résiduelle-la répartition entre actions et obligations année par année, pour tenir compte des fluctuations des marchés.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées :
 - sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise</i>
--

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription.....1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage :néant
- frais de fonctionnement et de gestion.....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- commission de surperformance :néant
- Commission de mouvement :néant
- frais de gestion indirects : les commissions de gestion indirectes- à la charge du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net
- commission de souscription indirecte.....néant
- commission de rachat indirectenéant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité5 ans
- disponibilité des partspremier jour du 4ème mois (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 euros

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92208 Neuilly sur Seine Cedex
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agrée par l'AMF, le 1^{er} avril 2005

Agrément par l'AMF le 23 juin 2005

Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise : FIBTP 2006
N° code de l'AMF : FCE20060074

compartiment : oui ☐ non ☒
nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2006» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2006" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 444-3 du Code du Travail.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,
et

La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois**, **Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**
Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,
La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.)**,
La **Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O.)**,

14. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
15. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
16. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans-15% DJ Stoxx50

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans-10% DJ Stoxx50

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans-5% DJ Stoxx 50.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'Opcvm vise, dans la durée normale de blocage de 5 ans, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les deux premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

Profil de risque :***Risque lié à la gestion discrétionnaire :***

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés, ainsi qu'à 25% en actions de la zone Europe et assimilées. Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions de la zone Europe et diversifiés.

Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions (<i>maxi</i>)	Obligations (<i>durée moyenne</i>)
Année N+5	< 1ar	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	1 an	10%	90% (3/5 ans)
Année N+3	2 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	3 ans	20%	80% (5/7 ans)
Année N+1	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions de la zone Europe et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription.....1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage :.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion.....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- commission de surperformance :.....néant
- Commission de mouvement :néant
- frais de gestion indirects :les commissions de gestion indirectes- à la charge du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte :.....néant
- commission de rachat indirecte :néant
- affectation des revenus du fonds :.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation :.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité :.....5 ans
- disponibilité des parts :premier jour du 4ème mois (pour les droits issus de la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, rue de Villiers - 92200 Neuilly-Sur-Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agréé en date du 31 mars 2006 par l'AMF
Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du Fonds Commun de Placement d'Entreprise : FIBTP 2007
N° code de l'AMF : FCE20060219

Compartiment : oui ☐ non ☒
Nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2007» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2007" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 444-3 du Code du Travail.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La **Fédération Française du Bâtiment**
La **Fédération Nationale des Travaux Publics**,
et

La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois**, **Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.)**,
La **Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)**
Le **Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.)**,
La **Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.)**,
La **Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O.)**,

17. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
18. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
19. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste d'une part à gérer le portefeuille en optimisant l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement et d'autre part à assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans****-15% DJ Stoxx50*

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans***-10% DJ Stoxx50*

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans**-5% DJ Stoxx 50*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de blocage de 5 ans, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les deux premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes.

**** EuroMTS 1/3 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

***** EuroMTS 3/5 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

****** EuroMTS 5/7 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus.

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

Profil de risque :

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront être les suivants et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE (Actions des pays de la communauté européenne/actions Europe- général)
- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EURO CREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE

Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions (maxi)	Obligations (durée moyenne)
Année N+5	< 1ar	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	1 an	10%	90% (3/5 ans)
Année N+3	2 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	3 ans	20%	80% (5/7 ans)
Année N+1	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.
- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription.....1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge
.....des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la
.....convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage :.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion.....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge
.....du fonds
- commission de surperformance :.....néant
- Commission de mouvement :néant
- frais de gestion indirects :les commissions de gestion indirectes- à la charge
du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de
l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte :.....néant
- commission de rachat indirecte :néant
- affectation des revenus du fonds :.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation :.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité :.....5 ans
- disponibilité des parts :premier jour du 4ème mois (pour les droits issus de
la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande,
accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en
numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part
qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

Nom et adresse des intervenants :

- **Société de Gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agréé en date du 20 octobre 2006 par l'AMF
Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du Fonds Commun de Placement d'Entreprise : FIBTP 2008
N° code de l'AMF : FCE20070227

Compartiment : oui ☐ non ☒
Nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP 2008» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP 2008" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise, ou d'une entreprise liée au sens du second alinéa de l'article L. 444-3 du Code du Travail.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La Fédération Française du Bâtiment
La Fédération Nationale des Travaux Publics,
et

La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),
La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)
Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),
La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O),

20. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
21. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
22. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, il est institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier et comprend dix membres.

- ⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,
- ⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le fonds est classé dans la catégorie suivante : "FCPE diversifié".

Le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers français ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

L'objectif de gestion consiste à optimiser l'allocation de l'actif entre les produits de taux et d'actions en rapport avec l'horizon de placement pour assurer le plus possible une croissance régulière de la valeur de la part, pendant la durée normale de blocage de participation, soit 5 ans.

Les indices composites de référence s'établiront comme suit :

Les 2 premières années : 85% EuroMts 5/7 ans****-15% DJ Stoxx50*

Les 2 années suivantes : 90% EuroMts 3/5 ans***-10% DJ Stoxx50*

Jusqu'à la fin de période de blocage : 95% EuroMts 1/3 ans**-5% DJ Stoxx 50*.

La diminution progressive de la part actions au sein de l'OPCVM vise, dans la durée normale de blocage de 5 ans, à baisser progressivement la part du risque actions plafonné à 25% les deux premières années, en augmentant la partie des investissements consacrés aux obligations.

* **DJ STOXX 50** : Indice des valeurs vedettes européennes englobant les 50 premières capitalisations au sein de 17 pays d'Europe occidentale, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie, l'Irlande, le Luxembourg, la Norvège, les Pays Bas, le Portugal, et le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Les titres qui entrent dans la composition de l'indice sont sélectionnés à partir de l'indice Dow Jones STOXX 600, qui comprend les 600 valeurs les plus importantes négociées sur les principales places boursières européennes.

**** EuroMTS 1/3 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 1/3 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 1 à 3 ans.

***** EuroMTS 3/5 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et +.

L'EuroMTS 3/5 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 3 à 5 ans.

****** EuroMTS 5/7 ans :**

Les indices EuroMTS (EMTX) répliquent la performance du marché des obligations d'Etat libellées en euro. Ces indices comprennent un indice global et 6 sous-indices portant sur différentes tranches de maturité : 1-3, 3-5, 5-7, 7-10, 10-15, 15 ans et plus

L'EuroMTS 5/7 ans est donc un sous indice portant sur une tranche de maturité de 5 à 7 ans.

Profil de risque :

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque lié à la gestion discrétionnaire :

Le style de gestion discrétionnaire privilégié par le gérant repose sur l'anticipation de l'évolution de différents marchés (actions obligations). Il existe un risque pour que le fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants

Risque de taux :

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 95% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risque action :

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 25% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la baisse de ces actifs. En effet, dans ce cas la valeur liquidative du FCPE baissera en conséquence.

La part de risque liée à l'investissement en actions sera décroissante en fonction de la durée de détention.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 5 ans

Nous attirons l'attention des porteurs de parts sur la durée légale de blocage de leurs avoirs.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 75% au moins de son actif net en produits de taux monétaires, obligataires (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro) et assimilés (titres négociables conférant un droit de créance sur l'émetteur, présentant des caractéristiques particulières tenant aux modalités de remboursement, de rémunération, ou aux droits aux porteurs), ainsi qu'à 25% en actions des pays de la communauté européenne et assimilées (titres donnant accès au capital). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront notamment être les suivants (sans que la liste ci-dessous n'ait de caractère exhaustif) et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

- FCP REGARD ACTIONS DEVELOPPEMENT DURABLE (Actions des pays de la communauté européenne/actions Europe- général)
- FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)
- FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD RENDEMENT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)
- FCP REGARD EURO CREDIT (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE.

Allocation d'actifs :

Création	Horizon de gestion	Allocation d'actif	
		Actions (maxi)	Obligations (durée moyenne)
Année N+5	< 1an	10%	90% (1/3 ans)
Année N+4	1 an	10%	90% (3/5 ans)
Année N+3	2 ans	20%	80%(3/5 ans)
Année N+2	3 ans	20%	80% (5/7 ans)
Année N+1	4 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)
Année N	5 ans	25%	75% (EUROMTS 5/7 ans)

Plus on se rapproche de l'échéance, plus le risque action devient accessoire.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro
Actions européennes

- Interventions sur les marchés à terme fermes ou optionnels, dans le cadre de la réglementation en vigueur : instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers, options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux en raison de l'investissement du portefeuille sur les marchés actions européens ainsi que dans le cadre d'arbitrages (*au sens de : privilégier pendant une période plus ou moins longue un investissement sur un marché au détriment d'un autre marché*).
- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations (emprunts d'Etat et obligations du secteur privé de la zone Euro), actions des pays de la communauté européenne et diversifiés.

- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

- La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.
- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :
 - Les valeurs liquidatives sont publiées sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)
 - Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.
- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.
- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécution.....prochaine valeur liquidative
- commission de souscription.....1% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge
.....des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la
.....convention de l'entreprise
- commission de rachat.....néant
- commission d'arbitrage :.....néant
- frais de fonctionnement et de gestion.....1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge
.....du fonds
- commission de surperformance :.....néant
- Commission de mouvement :néant
- frais de gestion indirects :les commissions de gestion indirectes- à la charge
.....du fonds - s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de
.....l'actif net des fonds sous-jacents.
- commission de souscription indirecte :néant
- commission de rachat indirecte :néant
- affectation des revenus du fonds :.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation :à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité :.....5 ans
- disponibilité des parts :premier jour du 4ème mois (pour les droits issus de
.....la participation seule)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 10 € (dix euros)

Nom et adresse des intervenants :

- **Société de Gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS

- **Dépositaire** BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **Contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92200 Neuilly sur Seine
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agréé en date du 26 octobre 2007 par l'AMF
 Dernière mise à jour de la notice : néant

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

Du fonds commun de placement d'entreprise : FIBTP LT
N° code de l'AMF : FCE19810065

Compartiment : oui ☐ non ☒

Nourricier : oui ☐ non ☒

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.

Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE «FIBTP LT» sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE "FIBTP LT" est un Fonds multi entreprises, réservé aux entreprises du BTP et des secteurs connexes.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code Monétaire et Financier et à ce titre est investi à moins d'un tiers de son actif en titres de l'entreprise.

Créé pour l'application :

1. de l'avenant portant Convention relative à la participation des salariés aux résultats des entreprises du BTP signé le 9 décembre 2003 entre :

La Fédération Française du Bâtiment
La Fédération Nationale des Travaux Publics,
et

La Fédération Nationale des Salariés de la Construction et du Bois, Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T.),
La Fédération BATI - MAT - TP (C.F.T.C.)
Le Syndicat National des Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du Bâtiment et des Travaux Publics (CFE/C.G.C.),
La Fédération Nationale des Salariés de la Construction (C.G.T.),
La Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment, Bois, Travaux Publics et Matériaux de Construction (C.G.T/F.O),

23. de l'Accord cadre du 20 janvier 2003 instituant les plans d'épargne interentreprises du Bâtiment et des Travaux Publics et des accords portant règlement du PEI-BTP et PERCO-BTP ;
24. des divers accords de participation passés entre les sociétés adhérentes et leur personnel ;
25. des divers plans d'épargne salariale établis entre les sociétés adhérentes et leur personnel.

Le Conseil de Surveillance

Commun à l'ensemble des Fonds Communs de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et FIBTP LT, institué en application de l'article L 214-39 du Code Monétaire et Financier comprend dix membres.

⇒ cinq membres salariés porteurs de parts d'au moins un Fonds Commun de Placement d'Entreprise FIBTP millésimés et/ou FIBTP LT représentant les porteurs de parts salariés et anciens salariés, désignés par les Fédérations syndicales professionnelles de salariés (C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.E./C.G.C., C.G.T., C.G.T./F.O.) signataires de la convention de branche,

⇒ et de cinq membres représentant les entreprises adhérentes, à raison de deux représentants par chacune des Fédérations, F.F.B. et F.N.T.P, et un cinquième appartenant à une entreprise mixte désignée d'un commun accord entre les deux Fédérations.

Orientation de gestion du fonds

Le FCPE "FIBTP LT" est classé dans la catégorie "FCPE obligations et autres titres de créance libellés en euro".

Le FCPE est en permanence exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro. L'exposition au risque action ne doit pas excéder 10% de l'actif net. L'exposition au risque de change doit rester accessoire.

Objectif de gestion

L'objectif de gestion consiste à obtenir à moyen terme une performance supérieure à celle d'un benchmark composé à 5% de l'indice Dow Jones Stoxx50 et à 95% de l'indice EuroMTS 5-7 ans. La gestion de ce FCPE est une gestion active à très forte dominante obligations.

Stratégie d'investissement :

Le gérant, en fonction des données macro-économiques, des politiques monétaires, des évolutions des courbes de taux et des fondamentaux des sociétés, pourra faire évoluer la répartition entre obligations et actions du FCPE dans les fourchettes prévues dans le paragraphe « Composition de l'OPCVM ».

Profil de risque :

Le profil de risque sera identique quelque soit la durée de détention et sera très majoritairement issu des risques prévalant sur les marchés de taux d'intérêt.

Risque de perte en capital :

Les investisseurs supportent un risque de perte en capital lié à la nature des placements réalisés par le FCPE. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à sa valeur d'achat.

Risque de taux:

Le risque de taux d'intérêt traduit la diminution de la valeur des investissements du FCPE dans le cas de l'augmentation des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt est généralement plus important pour les investissements dans les titres de créances ayant des échéances relativement longues que pour des investissements dans les titres de créances ayant des échéances plus courtes.

Une partie du portefeuille pouvant aller jusqu'à 90% de l'actif peut être investie en produits de taux d'intérêt sous la forme de titres de créance ou d'OPCVM obligataires ou monétaires. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur des produits investis en taux fixe peut baisser ; la valeur liquidative du fonds peut baisser.

Risque de crédit :

Ce risque peut résulter de la dégradation de la qualité de signature d'un émetteur sur lequel est exposé le FCPE et ainsi être susceptible de faire baisser la valeur des investissements du FCPE.

Risques accessoires :**Risque actions:**

Le FCPE peut être exposé au risque actions à hauteur de 10% maximum de son actif. En conséquence, il supporte un risque lié à la fluctuation à la hausse comme à la baisse de ces actifs.

Risque de change :

Le FCPE est susceptible d'investir dans les instruments financiers libellés en devises autres que l'euro, notamment de par ses investissements en Europe hors zone Euro. Il peut en effet subir les fluctuations d'une devise par rapport à la monnaie de référence.

Le fonds supporte un risque de change accessoire.

Durée de placement minimum conseillée : 2 ans

Cette durée de placement ne tient pas compte de la durée de blocage de votre épargne.

Composition de l'OPCVM :

Le FCPE est en permanence exposé à hauteur de 90% au moins de son actif net en produits de taux (obligataires et monétaires) et assimilés (TCN et OPCVM), et à 10% en actions et assimilées (titres vifs et OPCVM classifiés actions). Le FCPE pourra être investi à plus de 50% de son actif dans divers OPCVM permettant de réaliser cette orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations.

La société de gestion tiendra à la disposition des porteurs de parts les documents d'information relatifs aux OPCVM sous jacents dans les quels le FCPE est investi.

Les fonds sous jacents pourront être les suivants et leur utilisation correspondra à l'objectif de gestion et la stratégie d'investissement décrite plus haut :

-FCP REGARD OBLIGATIONS LONG TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro LT)

-FCP REGARD OBLIGATIONS COURT TERME (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro CT)

-FCP REGARD OBLIGATIONS (Obligations et autres TC libellés en euro/ obligations Euro MT)

Tous ces fonds ont pour société de gestion PRO BTP FINANCE, ils correspondant aux fonds dans lesquels le FCPE pourra investir plus de 50% de son actif, conformément à l'article 415-13 du RGAMF.

Marchés d'évolution

Obligataire zone euro

Actions européennes

- Intervention sur les marchés à terme ferme et optionnels dans un but de protection du portefeuille : utilisation des instruments financiers à terme négociés sur l'EUREX et le MONEP, notamment contrats d'instruments financiers (vente de call, achat de put et vente de contrats d'instruments à terme) options sur indices action, options sur action. L'ensemble de ces instruments sera utilisé pour couvrir le portefeuille aux risques actions et risque de taux.

- Pourcentage de détention de l'actif en autres OPCVM : Ce fonds pourra investir plus de 50% en OPCVM permettant de réaliser l'orientation des placements, à savoir OPCVM monétaires, obligations, actions et diversifiés.

- Zone géographique prépondérante : Europe

Fonctionnement du fonds

La valeur liquidative est calculée chaque vendredi, ainsi que le 30 juin et le 31 décembre de chaque année. Dans le cas où ces jours ne seraient pas des jours d'ouverture de la Bourse de Paris ou seraient des jours fériés légaux, la valeur liquidative est établie le jour ouvré précédent.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

- Les valeurs liquidatives sont publiées :

- sur Internet : www.probtp.com ou www.gestionbtp.com (rubrique épargne salariale)

- Les valeurs liquidatives sont disponibles auprès de GESTIONBTP. La valeur liquidative de fin de mois est affichée dans les locaux des entreprises.

- La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre. Tout salarié qui en fait la demande auprès de GESTIONBTP, peut recevoir le rapport annuel.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts : REGARDBTP. Les souscriptions s'effectuent par l'intermédiaire des entreprises.

Modalités de souscription et de rachat :

<i>La commission de souscription peut être à la charge des porteurs ou à celle de l'entreprise.</i>

Modalités de souscription et de rachat :

- apports et retraits.....en numéraire
- mode d'exécutionprochaine valeur liquidative
- commission de souscription..... 1% maximum à la charge des porteurs de parts ou de l'entreprise, selon la convention de l'entreprise
- commission de rachat..... néant
- commission d'arbitrage :néant
- Frais de fonctionnement et de gestion..... 1,08% l'an TTC maximum de l'actif net à la charge du fonds
- Commission de surperformance :néant
- Commission de mouvement :néant
- les frais de gestion indirects à la charge du fonds s'élèvent à 0,24% l'an TTC maximum de l'actif net
- commission de souscription indirecte.....néant
- commission de rachat indirectenéant
- affectation des revenus du fonds.....capitalisation dans le fonds
- frais de tenue de compte conservation.....à la charge de l'entreprise.
- délai d'indisponibilité5 ans
- disponibilité des partspremier jour du 4ème mois (participation seule ou avec PEE)
- Modalités de demande de remboursements anticipés et à échéance : Adresser la demande, accompagnée s'il y a lieu des pièces justificatives, à BTP Prévoyance. Les parts sont payées en numéraire dans un délai n'excédant pas un mois après l'établissement de la première valeur de part qui suit la réception de la demande de rachat.
- Valeur de la part à la constitution du fonds : 1,52 euro.

Nom et adresse des intervenants :

- **société de gestion** : GESTIONBTP, 7, rue du Regard - 75006 PARIS
- **dépositaire** : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES siège social : 3 rue d'Antin - 75002 PARIS
- **contrôleurs légaux des comptes** :
 - AUDIT ET COMMUNICATION, 118, avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS
 - PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, Rue de Villiers - 92208 Neuilly sur Seine Cedex
- **Teneur de Compte Conservateur de Parts** : REGARDBTP - 7, rue du Regard – 75006 PARIS

Agrée en date du 3 mai 1990 par la COB

Agrément de l'AMF le 24 mai 2007

Dernière mise à jour de la notice 27 septembre 2007

Lors de la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE et tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport de gestion qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

Fait à Paris en 14 exemplaires, le 17 janvier 2008

Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises
du Bâtiment (CAPEB)

Fédération Française du Bâtiment (FFB)

Fédération Française des Installateurs Electriciens
(F.F.I.E.)

Fédération Nationale des Travaux Publics (F.N.T.P.)

Fédération Nationale des Sociétés Coopératives de
Production du Bâtiment et des Travaux Publics
(F.N.S.C.O.P.)

Fédération Nationale des Salariés de la Construction
et du Bois (C.F.D.T.)

Fédération BATI-MAT-T.P. (C.F.T.C.)

Syndicat National des Cadres, Employés, Techniciens,
Agents de Maîtrise et Assimilés des Industries du
Bâtiment, des Travaux Publics et des Activités
annexes et connexes (CFE - CGC - BTP)

Fédération Générale Force Ouvrière du Bâtiment et
des Travaux Publics et ses Activités Annexes (C.G.T.-
F.O.)